

anti^éane

la revue économique et sociale
des antilles guyane

Synthèse régionale

- 2** *La croissance régionale marque le pas en 2011*

Actualités

- 3** *2011 en quelques dates*

Contexte national et international

- 4** *Un regain de tension en 2011*

Commerce extérieur

- 6** *En 2011, les exportations sont plus dynamiques*

Épargne-crédit

- 8** *Activité de crédit soutenue en 2011*

Prix de détail

- 10** *Une inflation portée par les prix de l'énergie*

Création d'entreprises

- 12** *Des créations toujours dynamiques en Guadeloupe*

Agriculture

- 14** *Production en hausse pour la banane et en baisse pour la canne*

Logement

- 16** *La construction s'effondre en 2011*

Transport maritime

- 18** *2011, poursuite de la reprise de l'activité portuaire*

Transport aérien

- 20** *2011, embellie sur le front du transport aérien*

Automobile

- 22** *Stabilisation du marché de l'automobile*

Tourisme

- 23** *Progression de l'activité touristique*

Emploi-Chômage

- 25** *Une reprise tirée par le secteur public*
27 *Du chômage vers l'inactivité*
29 *Dégradation du marché du travail en 2011*

Solidarité

- 31** *La précarité s'accroît*

Démographie

- 33** *Deux fois moins de croissance qu'au niveau national*

Édito

J'ai le plaisir de vous présenter une nouvelle édition de l'Année Économique et Sociale en Guadeloupe. Ce bilan 2011 est un regard synthétique et cohérent, mais non exhaustif, sur les évolutions qui ont marqué l'année, sur le plan économique et social, en Guadeloupe. Il est complémentaire avec d'autres publications de l'INSEE Antilles-Guyane, qui proposent des analyses structurelles et des évolutions de long terme. Il s'appuie sur les données disponibles au moment de son élaboration et constitue le résultat de la collaboration entre le service statistique public et d'autres organismes qui concourent, chacun dans son domaine, à l'observation de la situation économique et sociale.

Je tiens à remercier les représentants des organismes contributeurs, ainsi que tous les auteurs de cette Année Économique et Sociale 2011 en Guadeloupe :

- Nathalie Béhary de la Caisse d'allocations familiales de Guadeloupe ;
- Mathias Bini de la Chambre de commerce et d'industrie des îles de la Guadeloupe ;
- Alexandre Ducros de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
- Charly Darmalingon et Roman Janik de la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
- Lorry Hajjar et Éric Moriame de l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer ;
- Olivier Pierrot du Port autonome de la Guadeloupe ;
- Christophe Rafrac de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Martine Camus, Cynthia Duchel, Joëlle Nacitas, Évelyne Ragot, Ali Benhaddouche, Fabien Breuil, Gérard Forgeot, Hugues Horatius-Clovis, Philippe Mouty, Guy Mystille, Nicolas Sylvestre et Emmanuel Thioux de l'INSEE.

Je remercie également Armelle Bolusset et Cédric Mureau pour la production des comptes économiques rapides 2011.

Je vous souhaite à tous une bonne lecture et vous invite à consulter les publications similaires pour la Guyane et de la Martinique respectivement sur :

www.insee.fr/guyane et www.insee.fr/martinique.

Jean-Éric PLACE

La croissance régionale marque le pas en 2011

En 2011, dans un environnement national et international peu favorable, la croissance régionale marque le pas (+1,3 %). La consommation des ménages, le tourisme et les exportations sont les principaux soutiens à une croissance qui résiste, tandis que le secteur de la construction est déprimé. Avec une hausse marquée de la demande d'emploi, le marché du travail se dégrade.

Le produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe progresse de 1,3 % en 2011 (en euros constants), retrouvant un niveau en volume proche de celui de 2008. La croissance reste toutefois inférieure à la moyenne nationale (+1,7 %) et proche de la moyenne de la zone euro (+1,4 %).

La consommation des ménages, traditionnel moteur de l'activité avec l'investissement, s'in-

fléchit mais reste bien orientée (+0,9 % en euros constants). Tirée par une hausse des revenus salariaux (+3,8 %) deux fois plus importante que celle des effectifs salariés, la consommation des ménages est même supérieure à la moyenne nationale. Pourtant, en raison du renchérissement de l'énergie, l'inflation reste élevée en Guadeloupe (+2,6 %). Cette hausse des prix n'a pas entamé le moral des ménages guadeloupéens dont la demande de crédit à la consommation continue de progresser en 2011 (+4 %).

D'autres secteurs soutiennent également la dynamique régionale. D'une part, l'embellie du transport aérien, +5 % (deux millions de passagers) est la conséquence de celle du tourisme dont le niveau d'activité se rapproche de 2008 : hausse du taux d'occupation des chambres, hausse de l'emploi salarié dans l'hôtellerie et la restauration. D'autre part, les exportations, même si elles restent très faibles par rapport aux importations, sont très dynamiques avec une progression de 21 %, en raison principalement de la reprise des exportations de bananes.

L'investissement reste limité cette année (+1,2 % en euros constants). Il est nettement plus faible qu'en 2010 (+7,7 %), année marquée par le report exceptionnel d'investissements non réalisés en 2009. Les entreprises continuent toutefois de s'équiper ; leur encours de crédits d'investissement progresse de 8 % en valeur. Les achats d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique progressent trois fois

moins vite que l'année passée (+6 % en 2011).

Le secteur de la construction est déprimé. Il est pénalisé par l'absence de grands chantiers de travaux publics et une forte baisse du nombre de logements individuels autorisés (-17 %). En conséquence, la consommation de ciment diminue de 3,3 % et retrouve son niveau de 2009, le plus bas de la décennie. La morosité du secteur n'épargne pas l'emploi qui diminue de 1,2 % pour le BTP et de 8 % pour les activités immobilières.

Le marché du travail se dégrade encore en 2011. Près de 59 000 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C sont comptabilisés en Guadeloupe, un chiffre en hausse de 6,5 % par rapport à 2010. Dans ce contexte de détérioration de la situation économique et sociale des familles, le Revenu de Solidarité Active a été mis en place. Les prestations précarité et handicap, liées à la solidarité, qui constituent la moitié des versements, progressent de 6 % en 2011.

Au premier trimestre 2012, la consommation des ménages continue à être bien orientée comme en témoigne l'augmentation des importations de biens destinés aux ménages. Le tourisme poursuit son redressement tandis que la reprise des ventes de ciment laisse augurer une amélioration dans le bâtiment. Toutefois, les inquiétudes et les incertitudes économiques sont persistantes, tout comme la hausse de la demande d'emploi.

Ali BENHADDUCHE



2011 en quelques dates

1er janvier

Le RSA (Revenu de Solidarité Active) remplace le RMI (Revenu Minimum d'Insertion). Il est destiné à deux publics : les anciens allocataires du RMI, de l'allocation parent isolé et les personnes en activité mais dont les revenus sont limités.

4 janvier

Des pluies torrentielles font cinq morts par noyade. En moins de 24 heures, 250 litres d'eau par mètre carré se sont déversés dans les Grands-fonds des Abymes.

2 février

Lancement symbolique de « 2011 Année des Outremer » par la mise en lumière du Palais Bourbon aux couleurs des 12 territoires ultramarins.

31 mars

Mayotte devient le 101ème département français.

4 avril - 12 juillet 2011

Revendiquant une augmentation de salaire de 15 %, au titre d'un accord signé en 1972, la section CGTG Énergie d'EDF Archipel Guadeloupe a déclenché le 4 avril 2011, un mouvement de grève illimitée inter dom avec la Réunion et la Martinique. Après plusieurs mois de conflit, cause de nombreux délestages tournants, la grève a été suspendue le 12 juillet 2011.

28 mai

Le palais des sports du Gosier a été inauguré. Il s'agit de la plus grande structure couverte de la Guadeloupe pour l'accueil des manifestations sportives et des spectacles. Sa superficie est de 7 268 m², offrant ainsi 5 144 places debout, 2 700 places sur trois niveaux de gradins, sans compter les sièges modulables.

14 août

Boris Carène remporte le tour cycliste de Guadeloupe. Cela faisait vingt ans que la l'île attendait un enfant du pays comme vainqueur.

7 septembre

Le préfet publie un arrêté qui reconnaît l'état de calamité agricole pour les cultures vivrières et maraîchères (tomates, concombres, courgettes, melon et pastèques) pour les communes de Morne À L'eau, Le Moule, Sainte-Anne, Sainte-Rose, Saint-François, Lamentin, Deshaies, et les Abymes.

5 novembre

Vol inaugural de la desserte Paris-Charles-de-Gaulle/Pointe-A-Pitre. Pour l'instant un seul vol par semaine est prévu.

21 décembre

Les élus départementaux, régionaux et différents experts de la santé ont décidé de faire émerger des politiques et des plans d'actions pour modifier les habitudes alimentaires des Guadeloupéens. Parmi les actions proposées, on peut citer l'aide à la création d'industrie de petits pots pour bébé avec des aliments tropicaux.

Un regain de tension en 2011

En 2011 le Produit Intérieur Brut mondial a progressé dans l'ensemble des régions à un rythme moindre qu'en 2010, en raison de la poursuite des plans de consolidations budgétaires et d'un regain de tension autour des dettes souveraines. Dans la zone Euro, la reprise a été enrayée par la rechute de l'été mais les situations des différents pays membres restent hétérogènes. Ces perturbations affectent moins les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe dont la croissance reste soutenue.

Après la reprise de l'économie mondiale en 2010, l'activité n'a progressé que de 3,9 % en 2011. Cette croissance modérée est à relier :

- à une moindre contribution de la consommation privée, en lien avec des incertitudes sur le marché du travail et à la soutenabilité des dettes souveraines ;
- à une consommation publique en forte décélération, dans le cadre des consolidations budgétaires ;
- à une contribution des stocks quasi nulle après leur reconstitution l'année précédente, face à une prévision de demande stabilisée

Aux États-Unis, après le ralentissement de l'activité à la fin de l'année 2010, la croissance trimestrielle a accéléré au long de l'année 2011, tirée par la demande extérieure, notamment asiatique, et intérieure (consommation privée et investissement), et avec l'amélioration du marché du travail.

En Chine et en Inde, la croissance est restée élevée (respectivement 9,2% et 7,2%). Toutefois l'inflation menace d'éroder les progrès : les prix à la consommation ont

augmenté de respectivement 5,4% et 8,6%.

Au Japon, le tsunami de mars 2011 a fortement perturbé l'économie. Celle-ci s'est remise en route très rapidement

minimisant l'impact de cette catastrophe sur l'activité qui n'a reculé que de 0,7%. En Thaïlande, le tsunami et les inondations ont pénalisé l'économie mondiale, entraînant une baisse de la

La crise épargne les pays émergents

Croissance du PIB en 2010 et 2011, projections pour 2012 et 2013

En %			Projections	
	2010	2011	2012	2013
Monde	5,3	3,9	3,5	4,1
Économies avancées	3,2	1,6	1,4	2,0
États Unis	3,0	1,7	2,1	2,4
Zone Euro, dont :	1,9	1,4	-0,3	0,9
France	1,7	1,7	0,5	1,0
Allemagne	3,6	3,1	0,6	1,5
Japon	4,4	-0,7	2,0	1,7
Pays émergents ou en développement	7,5	6,2	5,7	6,0
Chine	10,4	9,2	8,2	8,8
Inde	10,6	7,2	6,9	7,3
Amérique Latine - Caraïbes	6,2	4,5	3,7	4,1
Brésil	7,5	2,7	3,0	4,1
Venezuela	-1,5	4,2	4,7	3,2
Amérique Centrale ¹	3,6	4,7	4,0	4,0
Panama	7,6	10,6	7,5	6,6
Caraïbes ²	3,4	2,8	3,5	3,6
Haïti	-5,4	5,6	7,8	6,9
République Dominicaine	7,8	4,5	4,5	4,5
Antigua et Barbuda	-8,9	-0,5	1,0	2,5
Dominique	0,3	0,5	1,5	1,7
Sainte-Lucie	3,4	0,2	1,9	2,4
Barbade	0,2	0,5	0,9	1,5
Trinidad et Tobago	0,0	-1,3	1,7	2,4
Suriname	4,5	4,5	4,9	5,4

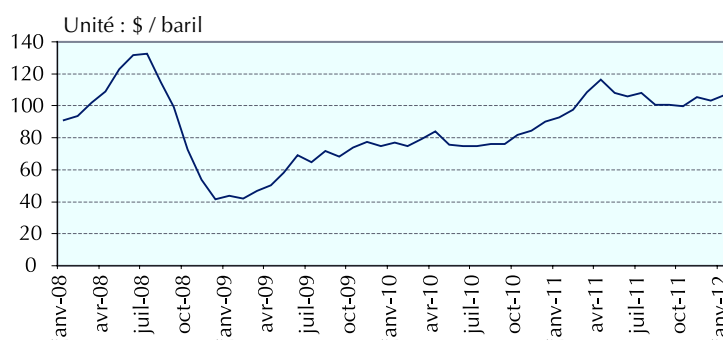
Sources : FMI, World Economic Outlook, avril 2012 sauf (*) Insee, comptes nationaux, base 2005

¹ Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

² Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname et Trinidad-et-Tobago.

Les prix du pétrole reste élevé

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (/Texas) (calcul à pondération égale)



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

demande globale et surtout une rupture dans la chaîne de production de nombreux produits.

Tout au long de l'année 2011, le prix du pétrole est resté élevé, laissant craindre des répercussions sur les prix des produits alimentaires et des tensions sociales.

Dans la Zone Euro une reprise malgré la rechute de l'été

En 2011, l'activité dans la zone euro a faiblement progressé (+1,4%) sur fond de consolidation budgétaire et de crise de dettes souveraines, avec une rechute au milieu de l'année 2011. Les États ont réaffirmé leur engagement en matière de discipline budgétaire, pour renforcer leur crédibilité. La Banque Centrale Européenne a intensifié les recours à des opérations exceptionnelles pour apaiser temporairement les tensions financières. Cependant cette détente n'a pas permis de desserrer les conditions de crédit, limitant le redémarrage de l'investissement. De plus, les mesures budgétaires ont pesé sur le revenu des ménages, déjà très affectés par la dégradation du marché du travail et la hausse des prix.

Les situations des différents membres restent très hétérogènes. En Allemagne, la croissance est restée soutenue. L'Espagne et l'Italie ont fait face à une demande interne très faible. La Grèce, le Portugal et l'Irlande ont mis en place des plans drastiques de réduction des déficits entraînant parfois des troubles sociaux.

Les craintes liées aux tensions sur la dette de certains États restent présentes. En particulier en Grèce et au Portugal et dans une moindre mesure en Espagne, qui subissent les humeurs des marchés financiers. En 2011 l'inflation accélère également dans la zone Euro (+2,7% après +1,6%).

Croissance stable en France

En France, le climat des affaires s'est violemment retourné à l'été, le rythme de croissance s'est toutefois maintenu en 2011 à 1,7%, mais les perspectives restent moroses.

Malgré un environnement peu favorable, les entreprises ont soutenu la croissance, par des dépenses d'équipement dynamiques et un cycle de stock soutenu. L'évolution de la valeur ajoutée, plus lente que celle de la masse salariale, a entraîné une diminution de leur taux de marge qui a atteint son minimum depuis 1986 (28,6%).

L'accélération des prix l'a emporté sur celle des revenus d'activité, entraînant un ralentissement des gains de pouvoir d'achat, et, avec des perspectives médiocres, la hausse du taux d'épargne des ménages a pesé sur leur consommation, réduisant encore sa contribution à la croissance.

Malgré la baisse de la demande mondiale adressée à la France, le commerce extérieur n'a plus contribué négativement à la croissance en 2011.

Comparativement aux autres pays de la zone euro, l'inflation en France en 2011 est restée limitée (+2,3%), aidé par le poids du chômage sur le marché du travail.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, une activité soutenue

Les économies d'Amérique latine et de la Caraïbe ont eu une croissance soutenue en 2011 (+ 4,5 %), cependant moindre qu'en 2010 en raison des tensions en provenance des pays développés. En dépit du ralentissement des flux de capitaux extérieurs et de la croissance mondiale, les pays exportateurs de matières premières ont profité des prix élevés.

Au Brésil, l'activité a fortement ralenti

en 2011 (+2,7%), en lien avec la situation des pays développés et les coupes budgétaires au détriment de l'investissement public. La politique monétaire stricte et la moindre croissance mondiale ont permis de contenir l'inflation protégeant les gains de pouvoir d'achat. Le programme gouvernemental de réduction des inégalités et de la pauvreté, a contribué positivement à la croissance en soutenant les revenus des plus pauvres donc la demande intérieure ce qui a compensé une partie de la baisse de la demande extérieure.

Au Suriname, la croissance reste soutenue grâce aux exportations de pétrole et d'or toujours dynamiques. Les matières premières représentent environ la moitié du PIB et près de 90% des exportations. La forte hausse des prix à la consommation (+18%) pèse sur la demande intérieure dont la contribution à la croissance est faible, la pauvreté touchant la moitié de la population.

Dans les petites Antilles de l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale l'activité est restée morose, la dette publique a continué de se dégrader en 2011. La reprise de l'activité touristique moindre que dans les grandes Antilles est restée insuffisante pour réduire le surendettement et offrir de meilleures perspectives.

Retour de la croissance en Haïti en 2011 à +5,6%, cette croissance est soutenue par l'aide internationale massive consécutive au séisme et par la reprise des transferts des migrants. Cette hausse vient compenser quasi entièrement la chute du PIB de 2010. Les personnes les plus vulnérables restent toujours confrontées à des conditions de vie très précaires.

Fabien BREUILH

Pour en savoir plus

World Economic Outlook (WEO), "Growth Resuming, Dangers Remain", avril 2012, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/01/pdf/text.pdf>

Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Shifting Winds, New Policy Challenges", octobre 2011, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2011/whd/eng/pdf/wreo1011.pdf>

Note de conjoncture, « La fièvre tombe, le rétablissement sera lent », mars 2012, http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/0312_ve.pdf

Les comptes de la nation en 2011, « La croissance du PIB se maintient à 1,7 % », Insee Première n°1401, mai 2012, <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1401/ip1401.pdf>



En 2011, les exportations sont plus dynamiques

En 2011, les importations de la Guadeloupe, hors énergie, ont progressé à un rythme beaucoup moins élevé qu'en 2010 (+ 3 %, après +16 % en 2010). L'année 2010 était une année de rattrapage. En revanche, les exportations sont plus dynamiques et progressent de 21 %. Le déficit commercial atteint 2,4 milliards d'euros, en hausse de 16 %. La part des importations en provenance de la France métropolitaine recule de huit points et celle des exportations en gagne dix.

En 2011, le montant global des importations progresse de 16 % et atteint 2,6 milliards d'euros. Il retrouve un niveau proche de celui de 2008 avant la crise. Les importations progressent pour l'ensemble des principaux produits hormis dans du transport. Elles sont portées par les achats de produits pétroliers raffinés qui constituent l'essentiel des importations d'énergie de l'île. Après les fortes baisses de 2009 et 2010, le volume des importations de pétrole raffiné progresse de 67 %. Il est proche du niveau médian de la décennie 2000-2010. La progression en valeur est plus forte en raison de la hausse du prix du pétrole (le cours annuel moyen du Brent a augmenté de 40 % entre 2010 et 2011).

Hors énergie, la hausse de la valeur des produits importés est plus faible (+ 3 %). Les achats de matériel de transport baissent de 8 %. Dans l'industrie alimentaire (hors boissons et tabac), les volumes importés progressent de 3 %. Mais

la hausse des prix dans le secteur s'accompagne d'un accroissement plus important du montant des produits importés (+ 11 %). Les achats d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique progressent de 6 %. Les achats d'autres produits industriels augmentent de 3 %.

Après la timide reprise de 2010, les exportations sont plus dynamiques. En 2011, leur montant augmente de 21 % pour atteindre 262 millions d'euros. Hors réexpéditions de produits raffinés, de machines et de matériel, le montant des exportations (190 millions d'euros) progresse au même rythme qu'en 2010, soit +23 %.

Presque tous les secteurs d'exportation progressent, en particulier celui de l'agriculture. Ce dernier retrouve son niveau de 2009 après les dommages causés en 2010 par les cendres volcaniques. Le volume des réexpéditions de produits pétroliers raffinés diminue de 17 %. Comme pour les autres départements d'outre-mer, la dépendance

Définitions

L'espace Caraïbe comprend toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du Sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto-Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. On distingue un groupe de pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe »), dans la mesure où ils ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union Européenne et donc avec les départements français d'outre mer.

Part de la zone partenaire dans les échanges de biens et solde commercial en 2009

En % et million d'euros	Importations		Exportations		Solde
	volume	%	volume	%	
France métropolitaine	1395,4	53,0	111,7	42,6	-1283,7
Etats-Unis	307,5	11,7	1,8	0,7	-305,7
Union européenne hors France	276,5	10,5	21,2	8,1	-255,3
Caraïbe hors ACP	138,5	5,3	1,9	0,7	-136,6
Chine	125,4	4,8	0,0	0,0	-125,4
Caraïbe ACP	88,9	3,4	1,3	0,5	-87,6
Martinique	66,2	2,5	69,0	26,3	2,8
Guyane	6,7	0,3	33,8	12,9	27,1
Autres	227,1	8,6	21,7	8,3	-205,4
Total	2632,2	100,0	262,5	100,0	-2369,7

Source : Douanes, calculs Insee



de la Guadeloupe avec l'extérieur est importante. Le montant des importations est dix fois plus élevé que celui des exportations. En 2011, le déficit commercial s'élève à 2,4 milliards d'euros en hausse de 16 %. Le taux de couverture des échanges de biens est toujours de 10 %, il n'évolue pas depuis 2009.

Les États-Unis : deuxième partenaire commercial

Avec 71 % des achats en 2011, la France métropolitaine reste le premier fournisseur de la Guadeloupe. Les États-Unis sont le second fournisseur de la Guadeloupe. Les achats y représentent 12 % du total, soit une progression de cinq points par rapport à 2010. Ils sont tirés par la hausse des approvisionnements en produits pétroliers raffinés essentiellement du fuel, du gasoil et de l'essence sans plomb.

La part des livraisons provenant de l'espace Caraïbe (hors DFA) est de 9 %. Elle progresse de cinq points en un an en raison de la forte hausse des achats de produits pétroliers raffinés à Trinidad et Tobago, aux Îles Vierges américaines et à Aruba. Comme en 2010, les achats provenant de Chine représentent environ 5 %. Ils se composent notamment

d'ordinateurs, d'équipements de communication et d'appareils électroménagers.

Les achats auprès des autres DFA restent faibles. La Martinique fournit 2,5 % des produits et la Guyane 0,3 %. Il s'agit essentiellement de pétrole raffiné pour la Martinique, de poissons et de crustacés pour la Guyane.

Reprise des exportations de bananes

Les exportations guadeloupéennes se composent essentiellement de produits de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. En 2011, le montant des ventes agricoles augmente de 28 %. La banane est le principal produit exporté en volume. Cette année, les quantités expédiées progressent de 39 % après la baisse de production de 2010 due aux cendres volcaniques et la chute de 22 % des quantités exportées. C'est le meilleur niveau atteint ces cinq dernières années. En revanche, le volume des exportations de melon baisse de 43 %.

Les ventes de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac progressent de 13 %. En particulier, la valeur des exportations de sucre s'accroît de 8 % mais celle du rhum baisse de 2 %.

En 2011, 43 % du montant des ex-

portations se destinent à la France métropolitaine, soit un gain de dix points par rapport à 2010. Les principaux produits expédiés sont la banane, le sucre et le rhum. Les exportations de banane se font exclusivement vers la France métropolitaine qui reçoit également 93 % des ventes de rhum et 82 % de celles de sucre.

Cette année, la part des exportations vers la Martinique augmentent de dix points, en cause les réexpéditions de carburant (gazole et sans plomb) qui progressent fortement. Elles représentent le tiers du montant de ces envois. Inversement, les exportations vers la Guyane se réduisent de 18 points à cause de la baisse des réexpéditions de pétrole raffiné. Les pays voisins de l'Espace Caraïbe ne reçoivent qu'1 % du montant des exportations. Il s'agit principalement de ciment à destination des Antilles néerlandaises.

Emmanuel THIOUX

Évolution de la valeur des importations et des exportations par secteur d'activité en Guadeloupe

En % et millions d'euros	Importations		Exportations	
	valeur	évolution en 2011	valeur	évolution en 2011
Agriculture, sylviculture et pêche	50,5	4,3	30,4	27,6
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	36,5	75,1	15,7	68,4
Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	427,4	8,2	57,2	13,0
Produits pétroliers raffinés et coke	480,8	141,5	56,0	-7,8
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	458,8	6,4	20,7	4,1
Matériels de transport	268,8	-8,4	19,7	24,1
dont industrie automobile	196,9	-22,7	5,9	-1,2
Autres produits industriels	887,4	3,4	61,5	78,3
dont pharmacie	149,3	0,9	4,0	166,5
Autres	21,9	4,4	1,3	-9,2
Total	2632,2	16,1	262,5	21,4

Source : Douanes, calculs Insee



Activité de crédit soutenue en 2011

Dans un contexte d'amélioration progressive de l'environnement économique, en Guadeloupe, la conjoncture monétaire et financière a été caractérisée par une activité de crédit soutenue et une amélioration de la sinistralité. La progression des encours est notamment portée par le financement de l'immobilier favorisé par les niveaux historiquement bas des taux d'intérêt et par les crédits d'investissement accordés aux entreprises.

Le financement de l'économie guadeloupéenne par le système bancaire reste dynamique en 2011 : l'encours des crédits sains consentis par les établissements bancaires atteint 7,7 milliards d'euros, en hausse de 7 % sur un an (+504,1 millions d'euros) après une augmentation de 6,5 % en décembre 2010. À titre de comparaison, en France métropolitaine, l'augmentation était de 5,3 % sur un an à fin décembre 2011. L'ensemble des catégories de crédits augmente, à l'exception des crédits d'exploitation qui se replient à nouveau, toutefois moins nettement que les années précédentes (-1,7 % après -10,9 % en 2010 et -13,4 % en 2009). Les entreprises demeurent les principaux bénéficiaires du financement bancaire, avec 47,4 % de l'encours sain, suivies par les ménages (37,7 %) et les collectivités locales (10,7 %).

En Guadeloupe, le dynamisme de l'activité de crédit est porté par les entreprises dont l'encours (3,6 milliard d'euros) a progressé de 8 % en 2011, contrastant avec une année 2010 peu dynamique (+1,7 %). Pour comparaison, en France métropolitaine, l'activité de crédit aux entreprises augmente de 4,4 % sur un an. Cette évolution provient essentiellement de la croissance des crédits immobiliers (1,8 milliard d'euros). Après une hausse modérée en 2010 (+1,8 %), l'encours progresse de 11,5 % fin 2011, dépassant de 6 points la croissance annuelle moyenne relevée entre 2006 et 2010. À fin 2011, les crédits immobiliers représentaient 49 % de l'encours total porté par les entreprises.

La croissance des crédits d'investissement s'accélère également en 2011, de 7,7 % sur un an contre +5,2 % en 2010, pour atteindre un encours de 1,5 milliard d'euros. Cette évolution reste inférieure aux taux de croissance à deux chiffres des années 2006 à 2008. Les crédits à l'équipement en particulier augmentent de 9 % en 2011 (après +6,1 % un an plus tôt). En revanche, l'encours des crédits d'équipement des entrepreneurs individuels recule pour la troisième année consécutive (-3,4 % après -4,1 % en 2010 et -3,2 % en 2009).

Des crédits aux entreprises en forte croissance

Le crédit-bail se redresse (+1,1 % contre +0,7 % en 2010), reflet d'une amélioration de l'activité dans le commerce. Le recours aux crédits d'exploitation continue en revanche à diminuer (-7,5 % sur un an contre -11,4 % en 2010). Les entreprises du département ajustent, comme en 2009 et 2010, leurs charges et limitent leur recours aux crédits de court terme (-10,1 %). Après une baisse marquée en 2010 (-20 %), le recours aux découverts, en retrait depuis fin 2008, se replie à nouveau de 3,4 % en 2011.

Les crédits aux ménages progressent de 6,5 %

Les financements consentis aux ménages guadeloupéens (2,9 milliards d'euros) progressent plus modérément que ceux consentis aux sociétés non financières. Leur rythme de croissance, quoique soutenu, décélère (+6,5 % après +8,2 % en 2010). Le taux de croissance de l'encours des crédits à la consommation reste positif (+4 %), mais en léger retrait par rapport à l'année précédente (+5,3 %). Le financement de l'habitat des ménages reste bien orienté malgré un léger ralentissement. Favorisé comme en France métropolitaine par les niveaux

historiquement bas des taux d'intérêt, l'encours (1,9 milliard d'euros et 65,7 % de l'ensemble des crédits aux ménages guadeloupéens) progresse de 7,9 % après une hausse de 9,8 % un an plus tôt. Cette évolution demeure nettement inférieure aux taux de croissance à deux

Répartition de l'encours sain par nature en Guadeloupe au 31 décembre 2011

Unité: % et million d'euros

	au 31/12/2010	au 31/12/2011	Évolution en 2011
Crédits d'exploitation	360,7	354,4	-1,7
Crédits à la consommation	951,5	989,2	4,0
Crédits d'investissement	2 136,3	2 284,7	6,9
Crédits à l'habitat	3 358,1	3 680,9	9,6
Autres crédits	355,5	356,9	0,4
Ensemble des encours sains	7 162	7 666	7,0

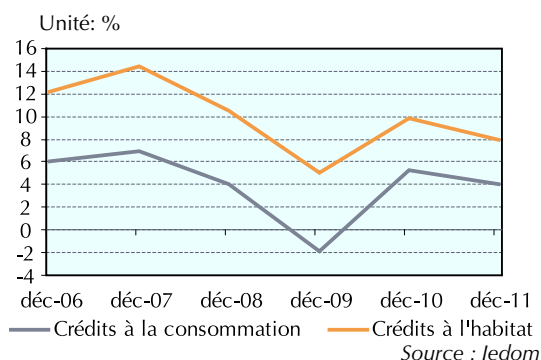
Source : Iedom



chiffres observés de 2006 à 2008.

Après une bonne performance en 2010 (+12,1%), les crédits aux collectivités locales augmentent de 7,8 % en 2011 (+59 millions d'euros). Les crédits d'investissement, 95,3 % de l'ensemble, sont en hausse de 5,5 %, deux fois moindre que celle de 2010 (+12,4 %). L'encours total est porté à hauteur de 85 % par les établissements de crédit locaux.

Évolution des crédits à la consommation et à l'habitat des ménages guadeloupéens en glissement annuel au 31 décembre



Faible croissance des actifs financiers

Les actifs financiers, à 6,8 milliards d'euros, progressent (+2,5 %) moins que l'année précédente (4,4 %), en raison de la stagnation de l'épargne longue (+0,1 %). L'assurance-vie, premier produit d'épargne à long terme des ménages, progresse de 2,5 % mais marque le pas en fin d'année. L'encours des dépôts à vue, plus du tiers des actifs financiers du département, progresse de +0,3 % sur un an. A l'inverse, après deux années consécutives de baisse, les placements liquides ou à court terme se

redressent (+7,2 %) à la faveur d'un relèvement de leurs taux de rémunération.

Baisse significative du taux de créances douteuses

La sinistralité de la place bancaire guadeloupéenne s'améliore sur un an. L'encours des créances douteuses brutes (597 millions d'euros) diminue, pour la première fois depuis mi-2009, de 9,9 %, en raison des reclassements des dossiers de certaines entreprises en encours sain. Le taux de créances douteuses brutes s'élève désormais à 7,2 %, en baisse de 1,2 point sur un an. Il s'agit du taux le plus faible en sept ans (maximum de 11,6 % en décembre 2005). Cette évolution va de pair avec une amélioration de la couverture du risque de contrepartie : le taux de provisionnement est en hausse de 5,7 points et couvre 60,2 % des créances douteuses brutes fin 2011.

En parallèle, la situation financière des ménages continue de s'assainir : le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (21 218) est à son niveau le plus bas depuis 1997 et le nombre de retrait de cartes bancaires est en repli de 8,2 % par rapport à 2010.

Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises s'améliorent également. Le nombre d'incidents de paiement sur effets de commerce diminue tant en volume (-1,7 %) qu'en valeur (-2,8 %) en 2011. Le nombre de personnes morales en interdit bancaire

(2 945) reste en revanche stable en glissement annuel (+0,3 %).

Un renforcement de la présence bancaire

Les banques de Guadeloupe ont ouvert de nouvelles agences et ont renforcé l'implantation de guichets automatiques. À fin 2011, 405 distributeurs de billets et guichets automatiques (DAB-GAB) ont été installés (+14 DAB-GAB sur un an). En cinq ans, le parc d'automates bancaires s'est nettement renforcé avec l'installation de 132 DAB-GAB de plus qu'en 2006.

Et le taux d'équipement en distributeurs de billets et guichets automatiques s'améliore : 1 105 habitants par DAB-GAB à fin 2011, contre 1 152 l'année précédente. La Guadeloupe est mieux équipée que la Martinique (1 109 habitants par DAB-GAB) et l'Hexagone (1 122 habitants par DAB-GAB) ou encore que la Guyane (un DAB-GAB pour 2 167 habitants).

En parallèle, les établissements de crédits ont poursuivi leurs efforts afin de réduire leurs coûts et rendre de meilleurs services aux clientèles. Des conventions signées avec les socioprofessionnels visent à réduire les délais de traitement et de décision sur les demandes de crédit, en particulier des TPE/PME, et plus globalement à renforcer la relation banques/entreprises.

Lorry HAJJAR
Eric MORIAME
IEDOM

Définitions

Encours de crédit brut : capital restant dû en fin de période

Créances douteuses : créances présentant un risque d'impayé ou un risque probable de non remboursement partiel ou total

Encours de crédit sain : encours de crédit brut – créances douteuses

Pour en savoir plus

Le Rapport Annuel 2011 – Edition 2012 de l'Institut d'émission et le Bulletin trimestriel de conjoncture financière et bancaire. Comme toutes les publications de l'IEDOM, ces études sont disponibles en ligne sur le site internet de l'Institut : www.iedom.fr



Une inflation portée par les prix de l'énergie

En 2011, en Guadeloupe, les prix à la consommation des ménages augmentent de 2,6 %. C'est un peu moins qu'en 2010 (+2,8 %). L'énergie est la principale composante de l'inflation : sa contribution représente 70 % de la hausse des prix. Les services y participent, mais dans une moindre mesure. La hausse des prix est plus élevée qu'en France métropolitaine, mais plus faible qu'en Martinique.

L'année 2011 a été marquée par la forte hausse des prix de l'énergie. Au cours de l'année, les prix des produits pétroliers ont subi de nombreuses augmentations liées aux fluctuations des prix du baril de Brent, avec un maximum atteint au mois de février. Sur l'année, le prix moyen du baril de Brent a atteint 80 € alors qu'en 2010 il était de 60 €. La contribution de l'énergie à l'inflation est passée de 40 % en 2010 à 70 % en 2011. Outre le prix des carburants, cette flambée du prix du pétrole a entraîné celle du prix de la bouteille de gaz (+37,8 %).

Avec une progression de 0,6 % en 2011, les prix des services contribuent faiblement à l'évolution globale de l'indice (0,3 point). Les transports et communications augmentent de 3,6 %, la plus forte hausse, en raison notamment du renchérissement des produits pétroliers. Les loyers, qui représentent 8 % de la consommation des ménages, ont crû de 2,3 %. En revanche, les prix des « autres services », qui rassemblent notamment les assurances, les services financiers, et la protection sociale diminuent de 1 % entre 2010 et 2011. Les prix des produits alimentaires ont

Flambée des prix des produits pétroliers en 2011 Indice des prix à la consommation en Guadeloupe

En %		Indice base 100 année 1998			
Regroupements	Pondérations 2011	Indices 2010 moyen	Indices 2011 moyen	Variation 2011/2010	Contributions à la hausse des prix en 2011
Alimentation	1 853	126,1	127,6	1,2	0,2
Produits frais	378	125,3	123,2	-1,7	-0,1
Alimentation hors produits frais	1 475	124,6	127,0	1,9	0,3
Tabac	47	383,9	395,0	2,9	0,0
Produits manufacturés	3 006	106,4	106,9	0,5	0,1
Habillement et chaussures	497	91,6	90,9	-0,7	0,0
Produits de santé	231	92,4	91,7	-0,8	0,0
Autres produits manufacturés	2 278	114,2	115,2	0,9	0,2
Énergie	961	131,2	157,8	20,2	1,9
Produits pétroliers	748	140,1	174,5	24,5	1,8
Services	4 133	127,3	128,1	0,6	0,3
Loyers et services rattachés (1)	813	130,9	134,0	2,3	0,2
Services de santé	194	130,6	132,9	1,8	0,0
Transports-communications	756	111,5	115,5	3,6	0,3
Autres services (2)	2 370	129,0	127,6	-1,1	-0,3
Ensemble	10 000	122,5	125,6	2,6	2,6

[1] Les services rattachés présentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.

[2] Les autres services regroupent : les soins personnels, les effets personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...

Source : Insee Dirag



été relevés en moyenne de 1,2 % et contribuent à hauteur de 0,2 point à l'inflation globale. Cette hausse est imputable aux prix des autres produits alimentaires qui progressent de 1,9 % ce qui représente 0,3 point de la progression générale des prix. Les prix des produits frais fléchissent de 1,7 % en 2011 alors qu'en 2010 ils avaient augmenté de 10,4 %. Cette baisse de prix porte principalement sur les fruits frais.

Les prix des produits manufacturés ont progressé plus faiblement en 2011, de 0,5 % après + 1,5 %

en 2010). Cette faible hausse résulte d'une évolution contenue des « autres produits manufacturés » (+0,9 %) et du recul des prix de l'habillement et chaussures (-0,7 %) et des produits de santé (-0,8 %)

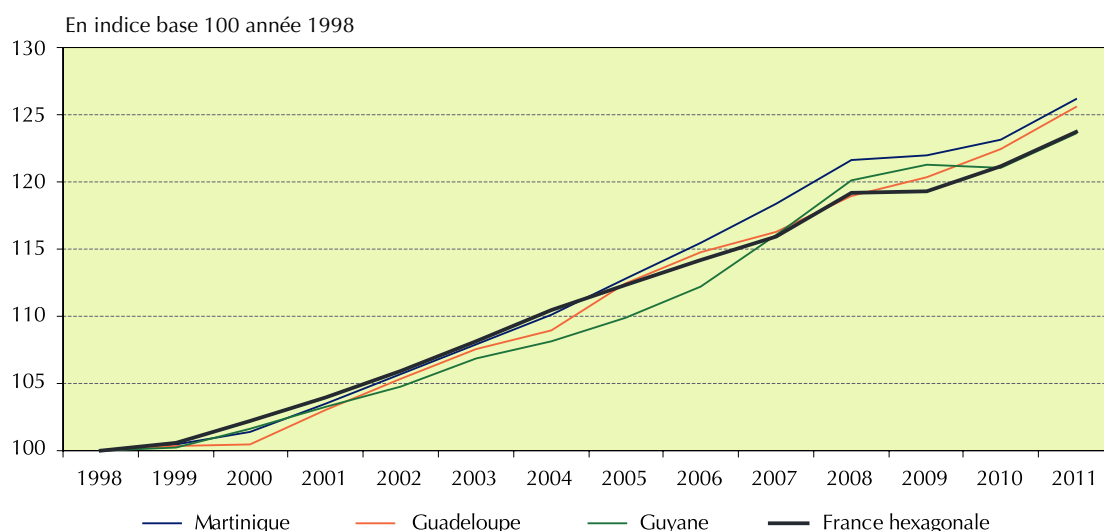
En 2011 l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe augmente de 2,6 %, soit 0,2 point de moins qu'en 2010. Jusqu'en 2007, l'évolution des prix dans ce département suivait la même tendance que celle de la France métropolitaine. À partir de 2008 l'inflation s'accélère et dé-

passse le niveau de la France métropolitaine. Néanmoins, elle demeure plus faible qu'en Martinique.

Évelyne RAGOT

Une hausse des prix très proche de celle de la France hexagonale

Évolution des prix à la consommation entre 1998 et 2011 dans les DFA et en France métropolitaine



Source : Insee, indice des prix à la consommation

Définitions

L'indice des prix à la consommation (IPC) :

instrument de mesure de l'inflation, il permet d'estimer la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages entre deux périodes. C'est une mesure synthétique de l'évolution des prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au Journal Officiel.

La variation moyenne annuelle :

variation entre la moyenne de l'année n et celle de l'année n-1. Elle diffère de l'évolution en glissement qui mesure l'évolution des prix entre le début et la fin de la période sans tenir compte des évolutions enregistrées durant l'année.



Des créations toujours dynamiques en Guadeloupe

En 2011, contrairement à la France métropolitaine, les créations d'entreprises sont toujours en hausse en Guadeloupe : 5 540 créations, soit 4 % de plus que l'année précédente. Avec + 79 %, les activités immobilières sont les plus dynamiques devant « l'enseignement, la santé et l'action sociale » (+29 %). Deux créateurs d'entreprises sur cinq sont des auto-entrepreneurs. Néanmoins, le nombre de créations d'auto-entreprise a progressé moins vite que l'année passée. Neuf entreprises sur dix ont démarré leur activité sans salarié. Parmi elles, 43 % sont des auto-entreprises.

Le statut de l'auto-entrepreneur dynamise toujours la création d'entreprise

Avec 5 540 entreprises nouvelles en Guadeloupe, en 2011 le nombre total de créations d'entreprises dans les secteurs marchands non agricoles augmente de 4 %. C'est le seul département avec la Guyane qui échappent à la baisse quasi-générale constatée sur le territoire français (-12 %). En Guadeloupe, la dynamique des créations d'auto-entreprises est à l'origine de cette hausse, même si elle est moindre que l'année passée (8 % en 2011 contre 20 % en 2010). Les créations hors auto-entrepreneurs sont restées relativement stables (+ 1,4 %).

Avec 2 235 auto-entreprises créées, leur nombre progresse en Guadeloupe (+ 8 %) alors qu'en France

métropolitaine, il diminue (- 19 %). Malgré cela, en 2011 comme en 2010, le statut d'auto-entrepreneur suscite moins d'engouement en Guadeloupe qu'en France métropolitaine : 40 % des nouvelles entreprises guadeloupéennes sont des auto-entreprises contre 54 % au niveau national.

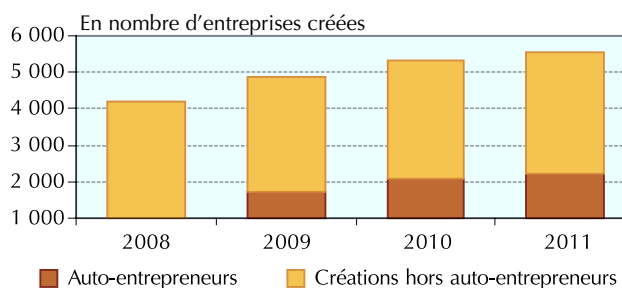
Dans « l'information et la communication » et dans les autres activités de services, les créateurs ont majoritairement privilégié le statut d'auto-entrepreneur (respectivement 58 % et 63 % des créations dans ces secteurs).

Quatre créations d'entreprise sur dix dans le commerce ou le soutien aux entreprises

En 2011, le commerce reste le premier gisement de créations dans l'économie de la Guadeloupe : avec

Des créations d'auto-entreprises qui progressent moins vite qu'en 2010

Évolution des créations d'entreprise en Guadeloupe en 2011



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Définitions

Auto-entrepreneur : Le régime de l'«auto-entrepreneur» s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire, et dont l'entreprise individuelle remplit les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise et qui opte pour exercer en franchise de TVA.



1 195 créations, il représente 22 % du renouvellement des entreprises guadeloupéennes. Un tiers de ces nouvelles unités sont sous le régime de l'auto-entrepreneur. Le soutien aux entreprises (activités juridiques, comptables, de gestion, de services administratifs, ...) est le deuxième secteur de créations d'entreprise : un créateur sur cinq y exerce son activité et la moitié de ces 1 135 créateurs ont choisi le statut de l'auto-entrepreneur.

Les activités immobilières en progression de 79 %

C'est dans les activités immobilières que le nombre de créations augmente le plus rapidement (+ 79 %). Cette forte hausse concerne principalement les créations d'entreprise hors auto-entrepreneurs, en particulier des sociétés par actions simplifiées (SAS) notamment pour les activités de location de terrains et autres biens immobiliers. Les règles de fonctionnement de la SAS sont beaucoup moins contraignantes que celles de la SA. Comme les autres entreprises, elles peuvent bénéficier de réduction d'impôt dans le cadre de la loi «Girardin Société». De plus, en 2011, l'activité immobilière est temporairement encouragée par l'anticipation d'une réduction de l'avantage fiscal associé au dispositif Scellier, annon-

cée pour le début 2012.

Le nombre de créations dans l'enseignement, la santé et l'action sociale continue de progresser (+ 28 %). C'est la deuxième plus forte hausse après les activités immobilières. Les activités liées à l'enseignement rassemblent 365 créations dont 260 auto-entrepreneurs. Dans ce secteur, la formation continue d'adultes poursuit son développement avec 137 créations d'entreprise dans le domaine de l'accompagnement, de la validation d'acquis et d'expérience (VAE), de la préparation au concours et la formation à la carte.

La quasi-totalité des créations ne génère pas d'emploi salarié

Neuf entreprises créées sur dix sont des unités sans salarié. Elles ne génèrent qu'un seul emploi, celui de l'entrepreneur. Parmi les créations sans salarié, les entreprises hors auto-entrepreneurs sont majoritaires avec 57 %. En 2011, les 360 entreprises créées avec salariés emploient en moyenne 4,4 salariés. Les deux tiers des 1 570 nouveaux emplois salariés se répartissent dans la construction, le commerce et l'industrie manufacturière. Cinq entreprises de plus de 20 salariés ont été créées en 2011, deux l'avaient été en 2010.

Un créateur d'entreprise sur trois est un homme âgé de 30 à 39 ans

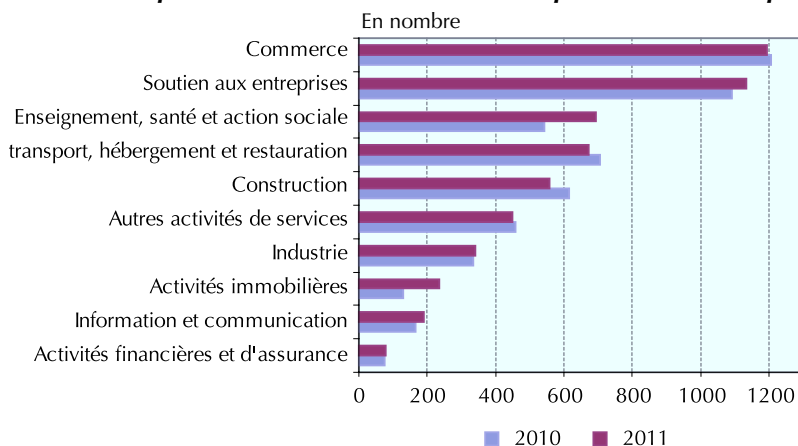
Dans la construction et l'enseignement, les disparités selon le sexe sont plus marquées : 18 % des créateurs exerce une activité dans la construction, contre à peine 1 % des créatrices; l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale regroupent 10 % des créateurs et 22 % des créatrices.

Un créateur sur trois est âgé de 30 à 39 ans. Proportionnellement, ils sont plus nombreux dans l'industrie (37 %), l'information et la communication (35 %) mais aussi dans l'enseignement, la santé et l'action sociale (35 %).

Cynthia DUCHEL

Le commerce : première source de créations d'entreprise en Guadeloupe

Principaux secteurs de créations d'entreprise en Guadeloupe



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles
Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

La loi Girardin Société : la loi Girardin Société permet de déduire du résultat de sa société l'intégralité de son investissement immobilier dans les Dom Tom exclusivement. La loi Girardin IS concerne toutes les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés, sans limite sur la taille ou le montant du résultat net avant impôt.

Le dispositif Scellier : Avec le dispositif Scellier le contribuable quelque soit sa Tranche Marginale d'Imposition peut bénéficier d'une réduction d'impôt équivalente à 13% du montant du bien immobilier pour les investissements réalisés en 2011, puis à 9% pour les investissements effectués en 2012.

Champ

Dans l'industrie, le champ ne couvre pas les créations d'entreprises sans salarié relevant du secteur de la production d'électricité. Cela ne correspond pas à une activité industrielle mais à des entreprises montées pour gérer l'électricité produite par des installations photovoltaïques.



Production en hausse pour la banane et en baisse pour la canne

En 2011, les expéditions de bananes progressent fortement. Elles dépassent de 10 % le niveau de 2009, effaçant du coup une année 2010 perturbée par les éléments naturels. La campagne sucrière est en baisse tant sur les tonnages de canne que sur la richesse en sucre. Celle-ci s'avère être la plus faible de la décennie. La production de viande locale reste stable.

Banane : les expéditions de bananes progressent de 41 %

En 2011, les expéditions de bananes de la Guadeloupe vers l'Union européenne atteignent 59 500 tonnes, soit une augmentation de 41 %, par rapport à 2010. La production a été réalisée sur une superficie d'environ 2 000 hectares comparable à celle de l'année 2010.

Les retombées de cendres volcaniques de Montserrat avaient privé les étals des différents marchés extérieurs pendant les mois de mars et avril 2010 de la banane guadeloupéenne. Les exportations 2011 ont retrouvé leur dynamisme avec une augmentation de 10 % par rapport à 2009. Le prix moyen

«départ quai ou frontière» du kilo est en augmentation à 0,71 € en 2011, il était de 0,53 € en 2010, et situe la banane antillaise à un prix inférieur de 4 centimes d'euros à celui de la banane africaine.

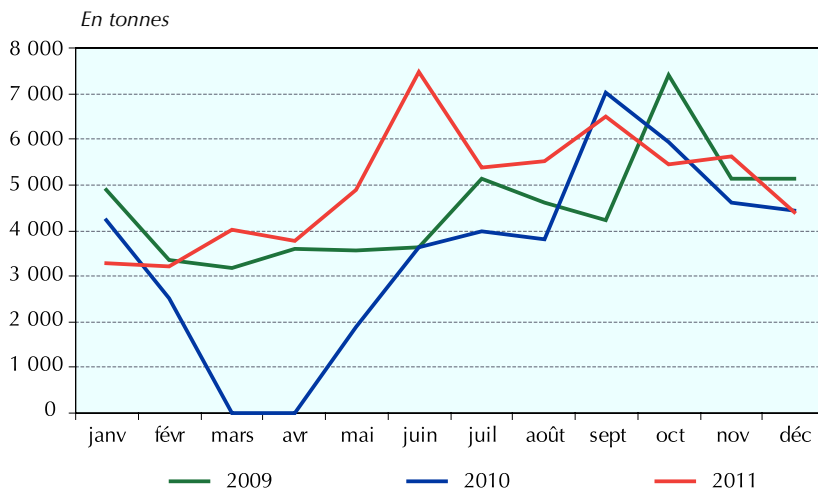
Production et richesse moindres pour la canne

Un démarrage tardif des deux unités sucrières et une météo pluvieuse empêchent d'atteindre les prévisions escomptées pour l'année 2011. Le volume de cannes broyées, à 646 304 tonnes, diminue de 5 % par rapport à 2010 et est en recul de 6 % par rapport à la moyenne de la décennie.

La richesse saccharimétrique est également la plus faible de la décennie avec 7,5 %, soit une perte

Un pic d'exportation de 7 500 tonnes en juin

Livraison de bananes vers l'Union Européenne



Source : Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIECCTE)



de 12 % par rapport à la richesse moyenne des dix dernières années (8,5 %). Le prix payé par les usines s'élève à 26,81 € contre 28,77 € en 2010, d'où une perte de 1,96 € par tonne de canne en raison de la baisse de la richesse en sucre.

En 2011, la production de sucre, 51 280 tonnes, décline de 16 % par rapport à 2010 et de 36 % par rapport à 2007 qui fut l'année faste

de ces dix dernières années avec 80 209 tonnes de sucre produit.

Rhum : Hausse de la production

Le rhum produit en 2011 dépasse les 75 000 hectolitres d'alcool pur (HAP). La production totale bénéficie d'environ 11 000 HAP supplé-

mentaires par rapport à 2010. La commercialisation sur le marché local augmente de 1 500 HAP.

La production de viande locale se maintient

En 2011, les abattages contrôlés réalisés en abattoirs agréés, soutenus par l'Interprofession, ne poursuivent pas l'augmentation de 2010. Les abattages de porcins sont en diminution de 2% après une augmentation de 19% en 2010, et ceux de bovins en diminution de 5% après une augmentation de 5% en 2010. Les importations de viande bovine sont en baisse de 10 % suite à une année 2010 où la hausse avait été importante (+24 %). Les imports de viande porcine poursuivent leur progression de 3% par an.

La viande de volailles représente toujours une part très importante de la viande importée avec plus de la moitié des volumes. Elle est encore en progression en 2011 avec + 12% par rapport à 2010. Le taux de couverture des volailles consommées par la production locale est extrêmement faible (moins de 5%).

Les chiffres clés de la filière canne

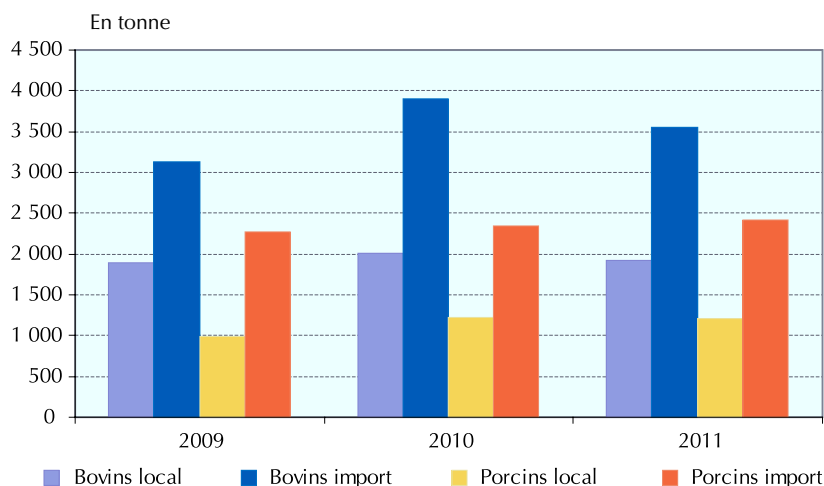
	2011	2010
Canne à sucre		
Cannes broyées (tonne)		
usines *	646 304	677 432
distilleries *	76 319	59 578
Prix payés planteurs (euros/tonne)		
part usines *	26,81	28,77
part État *	23,48	23,4
distilleries *	57,33	61,52
Sucre produit (tonne)	51 280	59 986
Richesse en saccharine	7,48	8,02
Mélasses (tonne)	27 783	30 993
Rhum agricole et sucrerie (HAP*)		
production *	75 656	64 832
marché local *	19 359	17 927
exportation *	50 362	52 311

Source : DAAF - Douanes

* HAP : hectolitre d'alcool pur

La production de viande locale se maintient

Évolution des importations et de la production de viande bovine et porcine



Source : DAAF - Douanes

Alexandre DUCROT
DAAF

Pour en savoir plus :

<http://intranet.daf971.agri/>
et <http://agreste.agriculture.gouv.fr>



La construction s'effondre en 2011

Le nombre de logements ordinaires autorisés en Guadeloupe recule de 17 % en 2011. Pour la première fois depuis 2008, le logement individuel, traditionnel moteur de la construction, chute de 20 %. C'est la plus forte baisse enregistrée au cours des dix dernières années.

En 2011, le nombre de logements ordinaires autorisés en Guadeloupe chute de 17 % en 2011. Le précédent décrochage datait de 2008. Mais la situation est cependant différente : en effet, en 2008, le nombre de logements reculait à cause du repli des logements collectifs. Et en 2010, le nombre de logements avait rebondi après les événements sociaux de 2009.

Le logement individuel ne joue plus son rôle de moteur

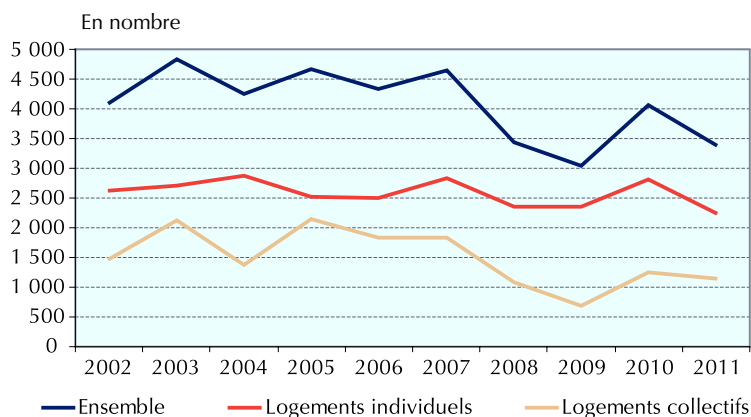
En 2011, le fort recul de l'ensemble du nombre de logements est essentiellement dû à l'effondrement du logement individuel (- 20 %). Les logements collectifs reculent de 10 %. Le nombre de logements individuels autorisés

est même inférieur à celui de l'année 2009 marquée par sept semaines de grève. La situation est atypique car habituellement les autorisations de logements individuels sont plutôt stables et ce sont les logements collectifs qui connaissent plus souvent de fortes variations. Or la majorité des logements construits en Guadeloupe sont des logements individuels et représentent six logements sur dix autorisés ces dix dernières années. Le logement individuel est ainsi traditionnellement le moteur de la construction en Guadeloupe.

Au niveau des bassins d'habitats, c'est dans le Nord Basse-Terre (+ 47 %), l'Ouest pointois (+10 %) et le Nord Grande-Terre (+ 3 %) que le nombre d'autorisations de logements progresse. Et dans le seul bassin d'habitat du Nord Basse-Terre (+33 %), le nombre de logements individuels augmente. La situation est très hétérogène pour le logement collectif.

La construction recule en 2011

Nombre de logements autorisés



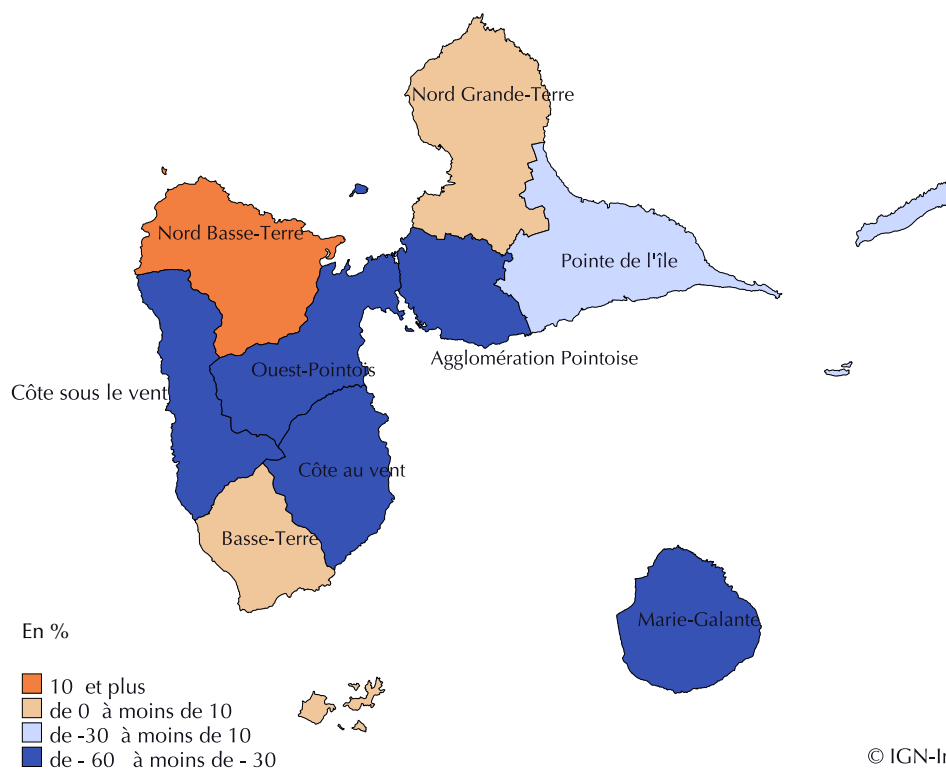
Source : Sitadel

Christophe RAFRAF



Plus forte hausse du nombre de logements autorisés dans le Nord Basse-Terre (+ 47 %)

Évolution du nombre de logements autorisés ordinaires selon le bassin d'habitat entre 2010 et 2011



© IGN-Insee 2012

Source : Sitadel

Autorisation de permis construire et impact économique

La construction est un secteur clé de l'économie guadeloupéenne et les autorisations de permis sont un des indicateurs de l'activité du secteur. Mais, il s'agit cependant plus d'un indicateur de l'activité future des entreprises. En effet, entre le dépôt du permis et le début des travaux, il existe un délai parfois important. Entre 2002 et 2010, six fois sur dix les ouvertures de chantier ont eu lieu six mois ou plus après l'autorisation de permis.

La Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.E.A.L)

Une ambition forte de promouvoir le développement durable en Guadeloupe

La D.E.A.L est un service sous l'autorité du Préfet de Région, créé de la fusion DDE, DIREN, DRIRE le 1er janvier 2011. En lien avec les collectivités de la Guadeloupe, il anime les politiques de l'État : « développement durable, environnement, énergie, sécurité industrielle, transports, habitat, logement, construction, urbanisme, aménagement foncier... ».

Dans le domaine du logement et de l'habitat, la D.E.A.L intervient pour :

- Financer la construction de logements sociaux et la résorption de l'habitat insalubre,
- Financer et accompagner la rénovation urbaine.

Champ

Dans ce bilan, seules sont comptabilisées les autorisations de permis de construire pour les logements neufs ordinaires. Ils sont définis par opposition aux logements en résidence.

Les logements en résidence sont des logements (maisons individuelles ou logements collectifs) construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques (exemple résidences pour personnes âgées).

Les séries sont ici fournies en date réelle, c'est-à-dire en date de dépôt du permis.



2011, poursuite de la reprise de l'activité portuaire

Après un net ralentissement en 2009, puis un redémarrage en 2010, l'année 2011 se termine sur le deuxième chiffre record de tonnage depuis la création du Port Autonome de la Guadeloupe. Le trafic de passagers reste stable.

En 2011, le trafic de fret atteint 3 443 234 tonnes brutes de marchandises et 165 093 EVP, soit respectivement une augmentation de 9 % pour le fret et 10 % pour les conteneurs. Les niveaux atteints dans les trafics de marchandises et de conteneurs font partie des meilleurs résultats de l'histoire du PAG.

Le trafic total de marchandises est composé de 73% en importations, 13% en exportations et de 14 % de trafic de transbordement.

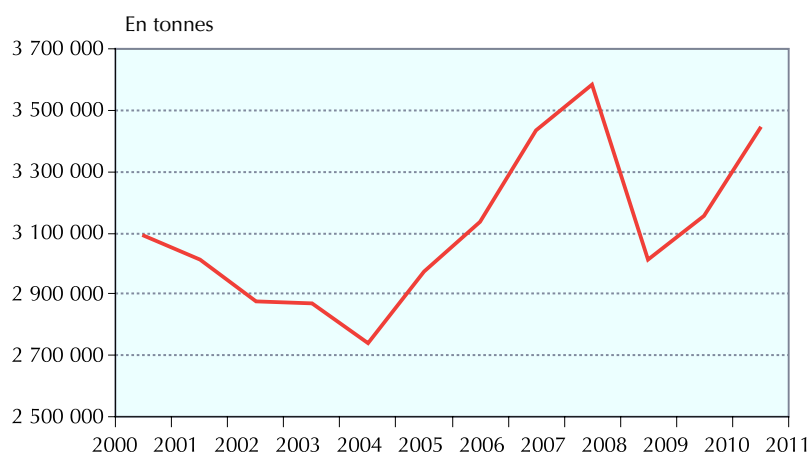
née depuis 2004 sur cette activité. Le transbordement atteint 473 300 tonnes de marchandises soit une évolution annuelle de + 10 % en tonnage brut et en nombre d'EVP.

Le trafic se structure en quatre grandes masses : les marchandises diverses conteneurisées (45 %), le vrac solide (29 %), le vrac liquide (21%) et les marchandises diverses non conteneurisées (5 %).

A l'exception du trafic de vrac liquide, l'ensemble des autres trafics est en augmentation sur les trois

Le redémarrage de l'activité portuaire se poursuit en 2011

Évolution annuelle du trafic de marchandises 2000-2011 en Guadeloupe



Source : Port Autonome de la Guadeloupe

Le transbordement en bonne croissance

Depuis quelques années, le transbordement constitue un enjeu majeur du trafic maritime mondial et notre place portuaire s'est position-

nées dernières années. Par rapport à 2010, le vrac solide augmente de 26 % notamment grâce à la reprise du trafic de sable local et au quasi doublement du trafic de charbon. Néanmoins, les trafics de vracs solides liés à l'activité du BTP sont en

1) Twenty Equivalent Unit : unité de mesure internationale équivalente à un conteneur de 20 pieds.

2) Le transbordement est l'opération qui consiste à transférer le chargement d'un navire à un autre, avec une mise à quai intermédiaire.



baisse (clinker, agrégats, pouzzolane), eu égard à la très lente reprise d'activité et les prudentes anticipations du secteur pour 2012.

Le trafic de marchandises diverses est en augmentation de 8 % grâce à la reprise des exportations de bananes et au trafic de transbordement. La diminution des vracs liquides de 5 % concerne le trafic d'hydrocarbures et s'explique par la baisse des importations de fuel domestique de la part d'Électricité de France.

Le mouvement social sur le site de la Pointe des Grives (Martinique) a aussi permis de favoriser le trafic du PAG entre les mois de février et mars 2011, les marchandises ne pouvant être accueillies à Fort-de-France.

Le site de Jarry concentre 95 % des échanges, les 5 % restants se répartissent uniformément entre Pointe-à-Pitre, Basse-Terre et Folle-Anse (Marie-Galante). Cette répartition demeure inchangée depuis quelques années.

Les principaux ports partenaires : la Colombie et la Martinique après la France métropolitaine

À l'importation, en tonnage, les ports de France métropolitaine sont les principaux partenaires de la

Guadeloupe avec 26 % de l'ensemble des échanges. Suivent les ports de Colombie (12 %), Martinique (11 %), de Sainte-Croix (8 %) et de la Dominique (8 %).

Les échanges avec les ports de France métropolitaine concernent à l'importation une grande part des marchandises de consommation courante. Pour les échanges avec les ports de Colombie (en particulier Santa-Marta) il s'agit de trafic de charbon. Les échanges avec la Martinique, Sainte-Croix et la Dominique sont liés aux trafics d'hydrocarbures et d'agrégats.

À l'exportation, en tonnage, les ports de France métropolitaine représentent 56% des échanges. Il s'agit des exportations de banane (vers Dunkerque) et de sucre (vers Marseille) en particulier. Les exportations de sucre sont en diminution de 27 % par rapport à 2010.

Un trafic de passagers stable

En 2011, 804 000 passagers ont transité par les installations du Port Autonome de la Guadeloupe. En un an, le nombre de passagers est resté relativement stable : l'augmentation du trafic avec l'archipel (+2 %) n'a pas suffi à compenser la chute du trafic inter-îles (-7 %). Pour autant, la saison de croisière

2011-2012 débutée en novembre 2011, a commencé sur des bases très élevées qui laissent présager une saison record. En effet, le trafic de croisière basée a progressé de 18 % en nombre de passagers et de 8 % en nombre de navires. Les réservations pour les saisons 2012-2013 et 2013-2014 tendent à confirmer la reprise de l'activité croisière basée, qui occupe une place de plus en plus importante dans cette catégorie de croisière.

Olivier PIERROT
Port Autonome de la Guadeloupe

Transport maritime de passagers selon le type de transport en 2011

En nombre et %

	Passagers transportés	Évolution 2011/2010
Croisière	102 281	-3
dont croisière basée	84 601	18
dont croisière de transit	17 680	-47
Archipel (Marie-Galante, les Saintes)	593 190	2
Inter-îles (Martinique, Dominique, Sainte-Lucie)	108 303	-7
TOTAL	803 774	0,3

Source : Port Autonome de la Guadeloupe



2011, embellie sur le front du transport aérien

En 2011, le trafic passager aérien s'établit à 2 millions de passagers transportés, en progression sur un an de 5,2 %. Après la crise de 2009, la Guadeloupe franchit à nouveau en 2011 le cap des 2 millions de passagers. Cette dynamique de croissance se retrouve également dans les autres DOM, à l'instar de la Réunion +8,5 %, la Martinique, +3,3 % et la Guyane, +2,7 %. La desserte de la Guadeloupe à partir de l'aéroport Charles De Gaulle en novembre 2011 a amplifié cette dynamique. En revanche, le trafic de transport maritime de passagers est resté stable.

81 % de part de marché pour la France hexagonale et les DFA¹

La France hexagonale et les Départements français d'Amérique détiennent le monopole avec 81 % de part de marché (hors transit). En effet en 2011, 1 142 900 passagers ont été transportés sur le réseau France hexagonale, ce qui représente une hausse de 6,9 % par rapport à 2010. C'est la première ligne de desserte avec 59 % de part de marché. Sur le réseau Guadeloupe - DFA, 422 340 passagers ont été transportés soit 22 % de part de

marché. En glissement annuel, la croissance est de 4 %. La contribution de la desserte domestique (Marie Galante, Iles du Nord) est appréciable, 176 887 passagers transportés, en progression de 6,3 % sur un an, soit 9 % de part de marché.

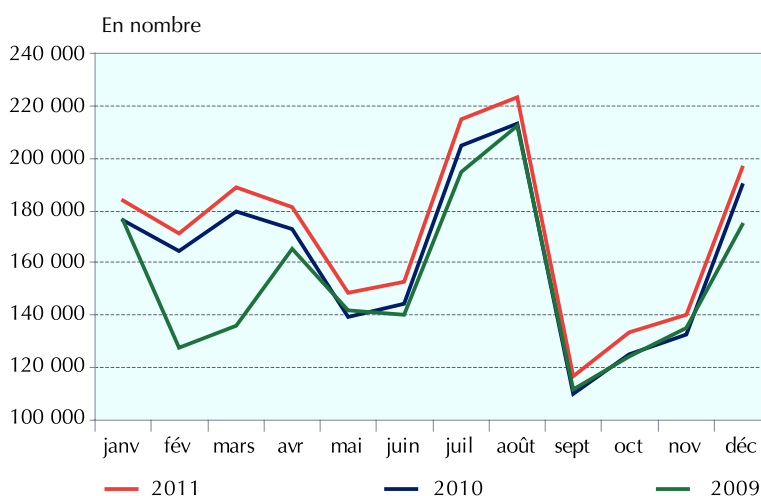
La desserte du réseau Caraïbe est aussi soutenue avec 107 050 passagers transportés, en hausse de 6,6 % par rapport à 2010, soit 5 % de part de marché.

La desserte de l'Europe est à parité avec l'Amérique du Nord puisque les deux destinations représentent chacune 2 % de part de marché.

Le nombre de passagers en transit, au contraire, baisse de 12 %.

Un trafic de passagers en hausse de 5 %

Évolution du trafic de passagers aérien



Source : CCI des Iles de Guadeloupe

(1) DFA Départements Français d'Amérique



Paris, Fort-de-France et Grand-Case, destinations phare

Paris, Fort-de-France, Saint-Martin/Grand-Case, Cayenne et Port-au-Prince sont dans l'ordre décroissant les cinq premières destinations desservies par la Guadeloupe, soit 93 % du trafic global, dont 60 % sur Paris.

Trois compagnies se partagent le trafic France métropolitaine : Air France détient près de la moitié du marché (49 %), soit un point de mieux qu'en 2010, puis viennent Air Caraïbes (27 %) et Corsair (24 %) avec des résultats stables.

Le trafic régional (Grand-Case, Saint-Domingue, Cayenne, Fort-de-France) est desservi par trois compagnies que sont Air Caraïbes, Air Antilles Express et Air France. Les compagnies régionales sont particulièrement dynamiques sur ce segment de marché. C'est le cas d'Air Caraïbes qui détient 54 % de part de marché, (+ 1 point par rapport à 2010), et d'Air Antilles Express avec 31 % de part de marché (+ 1 point).

Durant la saison de croisière, trois compagnies (Meridiana fly, Air Italy et Air France) assurent au départ de Pointe-à-Pitre la desserte de Rome, Milan et Paris-Roissy. En 2011, 20 360 passagers ont été transportés, en repli de 1,4 % par rapport à 2010. En 2011, la croisière basée représente 2 % du trafic global.

Mathias BINI
CCI IG

Après 2008, 2011 franchit le cap des 2 millions de passagers

Répartition du trafic par réseau

En nombre	2008	2010	2011
Domestique	178 123	166 430	176 887
Martinique / Guyane	417 100	406 096	422 364
Caraïbe (hors San Juan)	85 738	100 429	107 047
San Juan	21 177	28 864	26 457
Amérique	51 826	35 003	40 597
France Hexagonale	1 127 993	1 068 665	1 142 896
Europe	28 492	30 888	35 254
Total (hors transit)	1 910 449	1 836 375	1 951 502
Transit	109 542	115 126	98 969
Total	2 019 991	1 951 501	2 050 471

Source : CCI des Îles de Guadeloupe

Évolution du fret aérien entre 2010 et 2011

En tonne	2010	2011	évolution 2011/2010
Import + transit	7 863	7 649	-2,7%
Export + transit	3 623	3 658	1,0%
total	11 486	11 307	-1,6%

Source : CCI des Îles de Guadeloupe



Stabilisation du marché de l'automobile

En 2011, la hausse des ventes de véhicules neufs de 2 % met fin à trois années consécutives de baisse d'un secteur de l'automobile frappé par la crise. Les meilleures ventes concernent la catégorie des 9 à 11 CV avec une hausse atteignant 15 %. En 2011, les véhicules diesel représentent 57 % du marché de l'automobile, soit quatre points de moins qu'en 2009.

En 2011, après trois années consécutives de baisse, les immatriculations de véhicules neufs augmentent de 2 % par rapport à 2010, soit 17 277 nouvelles immatriculations. Si sur les véhicules particuliers la hausse a été modérée (+2 %), elle est plus forte sur les véhicules utilitaires neufs (+7 %). La prolongation de la prime et les efforts commerciaux des constructeurs ont impacté le volume des ventes de véhicules neufs. Avec 10 650 véhicules, les immatriculations de petites cylindrées (1 - 6 CV) sont en augmentation de 3 % par rapport à 2010 et représentent 78 % des immatriculations en 2011. Les ventes de voitures particulières de cylindrée moyenne (7 à moins de 9 CV) diminuent de

10 %. Les ventes de véhicules de cylindrée élevée sont en hausse en dépit du malus écologique instauré en 2008 pour réduire l'empreinte carbone de chaque véhicule. Dans la catégorie des 9 à moins de 12 CV l'augmentation atteint 15 %, c'est la plus forte hausse toutes catégories confondues. Toutefois, les volumes de ventes restent inférieurs à ceux de 2009. Au-delà de 11 CV, les ventes de véhicules progressent mais dans des proportions moindres (+3 %)

La réduction de l'écart des prix à la pompe entre le diesel et le supercarburant diminue l'attrait pour les véhicules diesel. La hausse de 1 % des nouvelles immatriculations (7 860) ne compense pas la baisse de 9 % de 2010. En 2011, les véhicules diesel représentent 57 % du marché de

Plus forte hausse pour les 9 à moins de 12 CV

Les voitures en Guadeloupe selon la cylindrée et le type de carburant en 2011

En nombre et %	Essence	Gazole	Total	Évolution 2011/2010
Moins de 7 CV	4 890	5 768	10 658	2,8
7 à moins de 9 CV	716	919	1 635	-11,1
9 à moins de 12 CV	148	850	998	14,8
12 CV et plus	69	326	395	2,9
Total	5 823	7 863	13 686	1,7

Source : Fichier Central des Automobiles

l'automobile, soit quatre points de moins qu'en 2009. Dans le même temps, le nombre de véhicules fonctionnant au supercarburant a progressé de 4 % (5 820).

Lors de l'achat d'une voiture particulière, le consommateur marque clairement sa préférence pour les marques étrangères. En 2011, 60 % d'entre eux ont fait ce choix, soit trois points de plus qu'en 2010.

Philippe MOUTY

Les voitures étrangères prennent des parts de marché

Immatriculations des véhicules neufs * en Guadeloupe

En nombre et %	2009	2010	2011
Voitures particulières et commerciales	14 084	13 456	13 686
dont marques étrangères (%)	59	57	60
dont diesel (%)	61	58	57
Motocycles, Tricycles, quadricycles à moteur	1 110	897	759
dont marques étrangères (%)	94		
Motocycles, Cyclomoteurs, Tricycles, quadricycles à moteur			1 945
Voitures		62	72
Camionnettes, camions, véhicules spéciaux	2 742	2 441	2 621
dont marques étrangères (%)	57	50	47
Tracteurs routiers	52	21	10
Tracteurs agricoles		72	61
Cars et autobus	50	44	34
Remorques et semi remorques	68	109	95
dont PTAC >= 6000 tonnes		36	30
Total	16 876	15 941	16 341

Source : Fichier Central des Automobiles

* hors motocycles, tracteurs, remorques lourdes et semi-remorques



Progression de l'activité touristique

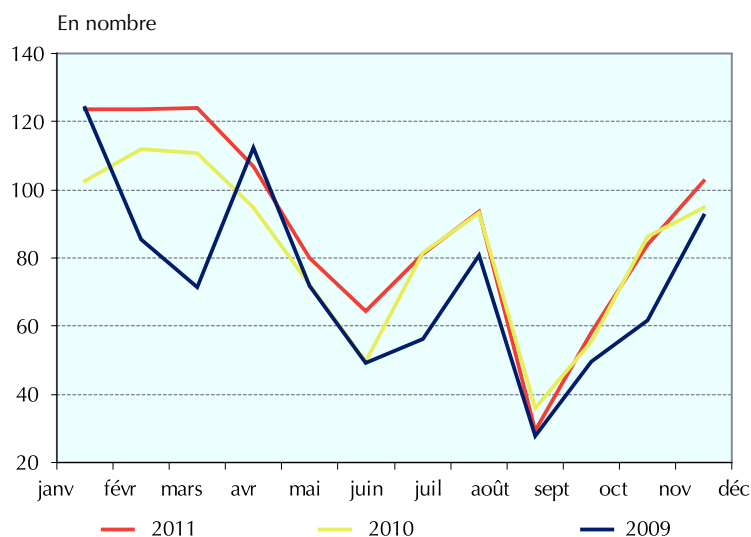
En 2011, les résultats des transports aériens et de l'hôtellerie traduisent une progression de l'activité dont les niveaux se rapprochent de ceux de 2008. L'amélioration a surtout bénéficié à l'hôtellerie de luxe (3 étoiles et plus) alors que l'activité des autres hôtels (0 à 2 étoiles) est relativement stable. La fréquentation touristique retrouve son niveau de 2008.

Regain d'activité dans l'hôtellerie

Grâce à la hausse de la fréquentation touristique, l'hôtellerie homologuée de Guadeloupe confirme le regain d'activité observé en 2010 mais l'amélioration est moins prononcée que l'année précédente. Le parc hôtelier a proposé 8 000 chambre-jours supplémentaires et rempli 58 % des chambres. Le taux d'occupation retrouve ainsi le niveau de 2008. Les hôtels ont reçu plus de clientèle, le nombre de visiteurs, en progression de 5 %, génère 8 % de nuitées supplémentaires.

La grande hôtellerie (3* et plus), plus sollicitée que les autres établissements, a de meilleurs résultats. Avec 80 % des nuitées, les Français (hors résidents de Guadeloupe) constituent la principale clientèle. Mais les arrivées de toutes provenances sont en augmentation et six chambres sur dix sont occupées. À l'inverse, la petite et moyenne hôtellerie a perdu 2 % de clients. Dans ces établissements, la hausse de 18 % des nuitées des résidents de Guadeloupe conjuguée à l'offre restreinte en chambres entraînent une élévation du taux d'occupation : 54 % de l'offre en chambres a été pourvue (51 % en 2010).

Le nombre de nuitées continue de progresser
Évolution du nombre de nuitées dans les hôtels homologués de Guadeloupe



Source : DGCIS-Insee, enquête fréquentation hôtelière



Plus de touristes dans les avions

Au cours de l'année 2011, 418 000 touristes ont séjourné en Guadeloupe, avant de reprendre l'avion à destination de la France métropolitaine. Retrouvant un niveau supérieur à 2008, la fréquentation touristique continue sa progression. Confirmant l'amélioration de 2010, près de la moitié des touristes visitaient la Guadeloupe pour la première fois. Avec plus de 23 000 visiteurs, les touristes étrangers, encore minoritaires, sont aussi nombreux

qu'en 2008. Résidents suisses, belges et italiens représentent la moitié d'entre eux, suivis par les résidents allemands et anglais.

Un touriste sur trois vient voir sa famille ou ses amis

En 2011, les visites à la famille ou aux amis génèrent un tourisme affinitaire important dans la région puisqu'il attire 34 % des visiteurs. Le tourisme d'affaires (6 % des visiteurs) reste minoritaire. Les voyages d'agrément rassemblent 60 % des

touristes qui repartent satisfaits de leur séjour à 93 %. Ces derniers constituent notamment la principale clientèle des hébergements touristiques marchands. Les hôtels accueillent 39 % des visiteurs, les gîtes et locations 34 %, l'hébergement chez des proches 31 %. Avec l'importance du tourisme affinitaire, en moyenne, les touristes auront passé 13 nuits en Guadeloupe.

Martine CAMUS

Fréquentation en hausse

Activité des hôtels homologués de Guadeloupe et des Îles du Nord en 2011

En nombre et %

Ensemble du secteur hôtelier	Guadeloupe 2010	Guadeloupe 2011	Évolution 2010/2011	Îles du Nord 2010	Îles du Nord 2011	Évolution 2010/2011
Chambres-jours offertes (en milliers)	1 082	1 090	0,7	473	474	0,3
Taux d'occupation des chambres	54,2	58	3,8	43	46	3,0
Clients (en milliers)	300	314	4,7	107	109	2,5
dont clientèle française hors Guadeloupe	206	216	5,1	45	44	-2,5
dont résidents de Guadeloupe	60	64	7,1	18	20	6,3
dont résidents étrangers	35	34	-1,7	42	45	6,2
Nuitées totales (en milliers)	988	1 071	8,4	338	349	3,4
dont nuitées françaises hors Guadeloupe	737	805	9,2	134	132	-1,5
dont nuitées des résidents de Guadeloupe	121	130	7,3	47	59	24,1
dont nuitées étrangères	131	137	4,8	158	158	1,3
Part des nuitées étrangères	13,2	12,8	-0,4	46,3	45	-1,0
Durée moyenne de séjour (en jours)	3,3	3,4	0,1	3,1	3	0,0

Source : DGCIS-Insee, enquête fréquentation hôtelière

Fréquentation hôtelière : les Îles du Nord touchées également

Après les baisses d'activité de 2009 et 2010, les hôtels des îles du Nord (Saint-Martin et Saint-Barthélemy) renouent avec la croissance en 2011. Le nombre de clients et de nuitées augmentent respectivement de 2,5 % et 3,8 %. La part de la clientèle étrangère (41 %) rejoint celle de la clientèle française (hors Guadeloupe), et bénéficie principalement à l'hôtellerie 3* et plus, qui concentrent 94 % de la clientèle totale. Avec 24 % de nuitées supplémentaires, la fréquentation des résidents de Guadeloupe s'améliore nettement. Cette progression atteint 37 % dans la petite et moyenne hôtellerie compensant le recul de la fréquentation des autres clients.



Une reprise tirée par le secteur public

L'emploi salarié progresse en Guadeloupe. La reprise amorcée en 2010 se confirme, mais elle ne bénéficie pas à tous les secteurs économiques. Elle s'accompagne parallèlement d'une évolution positive de la masse salariale, qui est le reflet de l'augmentation des effectifs.

En 2011, 127 000 personnes ont été en emploi en Guadeloupe, soit une augmentation de 2 % par rapport à 2010 (+1,4 % hors administration). Déjà observable après la crise sociale de 2009, cette embellie ne modifie pas l'architecture de l'emploi salarié du département : les services marchands pesent encore 56 % du salariat total. Cette progression des effectifs est répartie de façon inégale selon les sous-secteurs et demeure soumise aux turbulences d'une économie globalisée.

Dans les services marchands, le commerce, avec 16 000 emplois, est en augmentation de 1,5 % par

rapport à l'année 2010. Les « activités spécialisées et activités de service » emploient 11 300 personnes, confirmant ainsi sa deuxième position comme fournisseur d'emplois. L'industrie, en troisième employeur du secteur marchand avec 9 000 salariés progresse de 2 %. L'hébergement et la restauration, avec 7 % d'emplois en plus, confirment le retour des touristes. Deux secteurs sont en léger repli : la construction (-1 %) et les activités immobilières (-8 %). Les gros chantiers du BTP sont en effet rares, et les aléas et incertitudes quant au devenir du dispositif de défiscalisation découragent les investissements.

Les rémunérations progressent plus que les effectifs salariés Évolution des effectifs et de la masse salariale par secteur en Guadeloupe

En nombre et %	Effectif moyen		Évolution 2010/2011	Masse salariale		Évolution 2010/2011
	2010	2011		2010	2011	
Agriculture, sylviculture et pêche	1 761	1 854	5,3	31	33	6,5
Industries	8 908	9 065	1,8	216	236	9,3
Construction	8 147	8 053	-1,2	156	167	7,1
Commerce	15 729	15 963	1,5	357	385	7,8
Transport	6 220	6 207	-0,2	159	169	6,3
Hébergement et restauration	4 778	5 130	7,4	86	95	10,5
Information et communication	2 195	2 233	1,7	73	77	5,5
Activités financières et assurance	3 333	3 409	2,3	122	137	12,3
Activités immobilières	830	762	-8,2	23	23	0,0
Activités spécialisées et activités de services	11 081	11 377	2,7	233	257	10,3
Administration publique, santé humaine et action sociale	54 510	56 065	2,9	1 568	1 580	0,8
Autres activités de services	6 368	6 304	-1,0	132	116	-12,1
Ensemble	123 861	126 421	2,1	3 157	3 276	3,8

Source : Insee, base Epure



La fonction publique conserve son statut de plus gros employeur, tous secteurs confondus. L'emploi salarié y progresse de 3% sur une année en dépit des restrictions budgétaires et du non renouvellement systématique des fonctionnaires partant à la retraite. Ce constat s'explique par le jeu naturel des mutations, les recrutements au sein des collectivités locales et par l'utilisation de personnel non titulaire.

Les salaires versés au cours de l'année comptable augmentent mécaniquement. Ils atteignent 3,3 milliards d'euros, soit une progression de 4 % entre 2010 et 2011. La

masse salariale la plus imposante reste celle de la fonction publique, avec 1,6 milliard d'euros versés au personnel. Les salaires du secteur marchand augmentent de façon plus ou moins marquante selon les secteurs, mais les variations sont naturellement liées aux fluctuations d'effectifs.

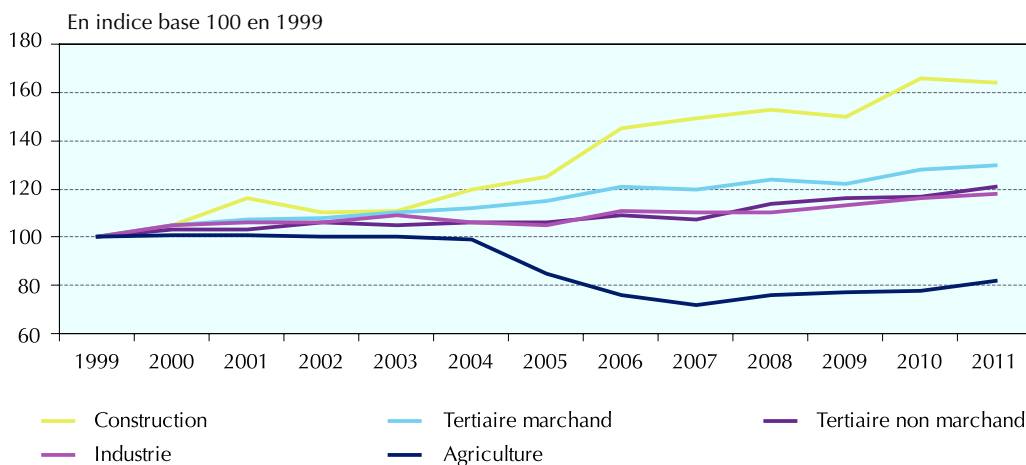
La masse salariale dans les activités financières et d'assurance progresse de 13 % par rapport à l'année 2010, un peu plus que celle de l'hébergement et de la restauration (11 %). L'évolution n'est que de 1 % pour les activités immobilières.

Sur les dix dernières années, c'est dans le bâtiment que les effectifs

ont progressé le plus rapidement : +60 % sur la période. Le tertiaire marchand a progressé à un rythme plus faible mais plus régulier. Seule l'agriculture perd des effectifs salariés sur longue période. Une progression modeste semble cependant se dessiner à compter de 2007.

Guy MYSTILLE
Gérard FORGEOT

Forte progression de l'emploi dans la construction Évolution des effectifs salariés par secteur en Guadeloupe



Source : Estimations d'emploi de l'Insee

Définitions

Les données utilisées sont issues de la base Epure, extension du projet Urssaf sur les revenus et l'emploi. Elles sont la synthèse de deux sources administratives :

- Les bordereaux récapitulatifs de cotisation (BCR) transmis par les établissements employeurs aux unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf)
- Des fichiers des déclarations annuelles de données sociales (Dads) qui couvre le champ de l'ensemble des salariés



Du chômage vers l'inactivité

En 2011, le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 22,6 %, près de deux points de moins qu'en 2010. Cette baisse est principalement liée à des sorties du chômage vers l'inactivité. Le taux d'emploi progresse faiblement.

Une légère baisse du chômage

En 2011, en Guadeloupe, 37 600 individus sont au chômage, soit une diminution de près de 3 000 par rapport à 2010. Cette baisse est principalement liée à des sorties du chômage vers l'inactivité : 27 % des inactifs en 2011 étaient au chômage en 2010. La reprise d'emploi ne vient qu'en seconde position : 7 % des actifs occupés en 2011 étaient au chômage un an plus tôt. Corrélativement, le taux de chômage, de 22,6 %, a diminué de près de deux points. Cette baisse concerne davantage les hommes que les femmes. Bien qu'en baisse, le taux de chômage des 15-24 ans demeure très élevé (53 %).

128 400 personnes en emploi

Au 2ème trimestre 2011, 128 400 personnes occupent un emploi. Le taux d'emploi est de 48,7 %,

stable par rapport à 2010. La proportion d'hommes en emploi a augmenté de deux points pour atteindre 53 %. Celle des femmes reste stable, autour de 45 %. Cette progression est plus marquée chez les jeunes où elle atteint 12 %, soit trois points de plus. Les seniors (55-64 ans) profitent aussi de cette situation alors que le taux d'emploi des femmes seniors reste stable à 40 %.

La grande majorité des personnes en emploi exercent leur activité à temps complet. Le temps partiel est pratiqué par 20 % d'entre elles. Près du quart des femmes (24 %) travaillent à temps partiel, contre 16 % des hommes. Cependant, le temps partiel tend à se réduire pour les premières (-3 points sur un an) et à augmenter pour les seconds (+2 points).

Les peu ou pas diplômés sont davantage exposés au chômage. Les chômeurs sans diplôme représentent 12% de l'ensemble des chô-

Peu de transitions vers l'emploi

Population de 15 ans et plus en Guadeloupe par type d'activité en 2010 et 2011

Situation en 2011	Situation en 2010					Total
	Travaillait	Était chômeur	Était étudiant	Était préretraité ou retraité	Était un autre inactif	
En emploi	90,6	7,3	1,0	0,1	1,0	100
Chômeur	15,9	74,4	4,1	0,3	5,4	100
Étudiant	31,2	1,1	67,1	0,0	0,6	100
Retraité	11,5	1,7	0,0	78,9	7,9	100
Autre inactif	14,3	27,0	1,5	1,6	55,5	100

Source : Insee, enquête Emploi DOM 2010 à 2011

Note de lecture : parmi les actifs occupés en 2011, 90,6 % occupaient un emploi en 2010, 7,3 % étaient au chômage 1 % était étudiant,...



meurs et 2 % pour les «bac +2» et au-delà. Par ailleurs, à diplôme égal, les femmes sont plus touchées par le chômage que les hommes. Enfin, 31 700 Guadeloupéens sont au chômage depuis un an ou plus, soit une diminution de 1 500 sur un an. Ils représentent 19 % de la population active.

Plus de la moitié des personnes dans le halo ne recherchent pas d'emploi

Le halo autour du chômage concentre 18 300 personnes de 15 à 64 ans. Il représente 7 % de la population en âge de travailler. Ces personnes sont sans emploi et souhaitent travailler mais sont considérées comme inactives¹ au sens du Bureau international du travail (BIT).

Les femmes sont majoritaires dans le halo (61 %). Les « 25-49 ans » sont les plus exposées, 10 % d'entre elles sont concernées. Plus de la moitié des personnes dans le halo sont peu ou pas diplômées. Une femme sur treize dans le halo est peu ou pas diplômée, contre un homme sur seize. Mais quel que soit le niveau de diplôme, les femmes sont toujours plus touchées que les hommes.

Plus de la moitié des personnes qui composent le halo ne recherchent pas d'emploi. Les personnes dites « empêchées » évoquent que les contraintes familiales ou personnelles, ainsi que les problèmes de santé sont des obstacles dans leur démarche.

D'autres sont disponibles mais ne recherchent pas de travail. Elles déclarent être en attente de résultats de démarches antérieures (concours, entretien, test...). Par ailleurs, 12 % de personnes du

halo recherchent du travail mais ne sont pas disponibles dans les deux semaines.

Joelle NACITAS

Un taux d'emploi stable

Taux d'emploi de la population de 15 ans et plus en Guadeloupe et objectifs européens

En nombre et %	2010	2011	Objectif européen en 2010
Taux d'emploi des 15-64 ans	48,0	48,7	70
Taux d'emploi des femmes de 15-64 ans	45,1	44,8	60
Taux d'emploi des 55-64 ans	45,6	45,7	50
Personnes ayant un emploi	125 189	128 444	
Hommes	61 006	63 600	
Femmes	64 183	64 844	

Source : Insee, enquête Emploi DOM

Chômeurs au sens du BIT de 15 à 64 ans en Guadeloupe

En nombre et %	2010	2011
Ensemble	40 468	37 594
Hommes	17 096	15 002
Femmes	23 372	22 592
Taux de chômage selon le sexe et l'âge		
Ensemble	24,2	22,6
15-24 ans	56,5	52,9
25-49 ans	24,9	24,4
50-64 ans	14,6	12,4
Hommes	21,9	19,1
15-24 ans	56,3	49,3
25-49 ans	20,9	20,3
50-64 ans	14,1	9,1
Femmes	26,7	25,8
15-24 ans	56,8	57,7
25-49 ans	28,2	27,8
50-64 ans	15,0	15,5
Taux de chômage de longue durée		
Ensemble	20,0	19,3
Hommes	17,1	16,1
Femmes	22,7	22,1
Halo autour du chômage		
Ensemble	17 262	18 300
Hommes	6 983	7 075
Femmes	10 279	11 225

Source : Insee, enquête Emploi DOM

(1) soit parce qu'elles ne sont pas disponibles dans les deux semaines, soit qu'elles ne recherchent pas activement un emploi



Dégradation du marché du travail en 2011

En 2011, la situation sur le marché du travail en Guadeloupe continue à se détériorer dans la lignée de 2010. La demande d'emploi de longue durée augmente encore, atteignant 55 % de la demande totale. L'ensemble des demandeurs d'emploi en fin de mois comptabilisés à Pôle emploi atteint 62 872 inscrits toutes catégories confondues (ABCDE). Les flux d'entrée et de sortie de Pôle emploi décroissent en 2011. Les offres d'emploi enregistrées sont en baisse après une hausse en 2010.

part des seniors passant de 12 % à 20 % de la demande d'emploi de catégorie A.

En revanche, le nombre de demandeurs de moins de 25 ans et les 25-49 ans augmente de façon plus modérée que celui des seniors en 2011 (respectivement +6,6 % et +3,3 %) même si leur situation s'est dégradée par rapport à l'année précédente (+ 0,9 % et +1 % en 2010). La situation des femmes, également concernées par la hausse de la demande et toujours majoritaires à Pôle emploi (57,5 % des deman-

des d'emploi), se détériore dans les mêmes proportions que celle de leurs homologues masculins (+6,4 % contre +6,6 %).

Plus de la moitié des demandes d'emploi sont de longue durée

La demande d'emploi de longue durée (DELD), de durée d'inscription supérieure ou égale à un an, augmente de 13 % en catégorie A en 2011 (28 889 demandes). La part

+ 6,5% d'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (données brutes)

Demandeurs d'emploi en catégorie A selon la tranche d'âge et le niveau de formation en Guadeloupe (hors Îles du Nord)

En nombre et %

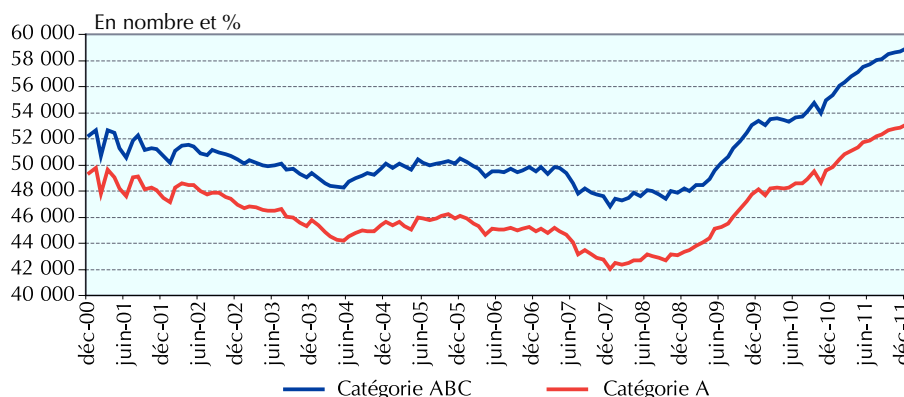
	Nombre	Évolution 2011/2010	Part des femmes	Part des DELD de un an et plus	Part des niveaux de formation I à III	Part des niveaux de formation Vbis et VI
Moins de 25 ans	7 181	6,6	52,7	27,6	11,6	12,0
De 25 à 49 ans	35 443	3,3	59,5	56,1	12,8	28,5
50 ans et plus	10 305	19,2	53,6	68,2	4,7	57,4
Ensemble	52 929	6,5	57,5	54,6	11,0	31,9

Source : DIECCTE - Pôle emploi

En 2011, le marché du travail s'est encore détérioré, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A atteint à 52 929 en données brutes au 31 décembre en Guadeloupe, hors îles du Nord. Il augmente de 6,5 % (3 234 inscrits supplémentaires) par rapport à 2010. Les seniors (50 ans et plus) sont toujours les plus touchés avec 19 % d'augmentation en 2011. Aucune autre catégorie de demandeurs ne connaît une telle hausse en 2011. En quatre ans, le nombre de seniors a doublé en catégorie A, la

Toujours plus de demandeurs d'emploi en catégories A et ABC

Demandeurs d'emploi en CVS en catégories A et ABC à Pôle emploi en Guadeloupe hors Îles du Nord



Source : DIECCTE - Pôle emploi



de la demande d'emploi de longue durée augmente de 3,2 points sur un an pour atteindre 55 %, dans un contexte de baisse des flux d'inscription à Pôle emploi ainsi que des flux de sortie. La demande d'emploi de très longue durée (deux ans et plus) concerne 17 576 demandes et augmente de 13 %. 11 765 demandes ont trois ans d'ancienneté ou plus.

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant travaillé de façon occasionnelle (catégories B et C) a augmenté de façon sensible (+7 %). Ils sont 6 164 fin 2011, en croissance très forte sur longue période. Les demandes d'emploi de catégories D et E ont baissé de 16 % en 2011. Concernant la catégorie E, le recul important (de 18 %) s'explique en partie par la diminution des contrats aidés. L'ensemble des catégories de demandeurs d'emploi (ABCDE) atteint 62 872 demandeurs fin 2011 dans l'archipel guadeloupéen (+2 931 sur un an), un niveau jamais enregistré en dix ans.

Baisse des inscriptions à Pôle emploi

En 2011, le flux des inscriptions à Pôle emploi des catégories ABC s'est élevé à 54 116, en baisse de 4,5 % (-2 540 sur un an). La « fin de contrat ou de mission d'intérim » demeure la première cause d'inscription (10 200) et diminue peu, de 0,7 %. La « 1ère entrée » (6 198) diminue de 20 %. Les licenciements (3 914) baissent de 4,5 % mais ce sont les licenciements non économiques qui reculent le plus fort, de 8,5%. Depuis juin 2008, la « rupture conventionnelle » fait sensiblement baisser ce type de licenciement. La « reprise d'activité après interruption » (2 991) augmente en 2011 de 2 % mais nettement moins que les années précédentes. Les démissions (1 157) diminuent de 17 %. En 2011, les sorties (50 679) diminuent de 7,6 % par rapport à 2010 (-4 191 sur un an). Les absences au contrôle (35 425) constituent sept sorties sur dix et rendent, vu leur im-

portance, difficile une analyse précise des causes de sortie de Pôle Emploi. Elles concourent, par leur baisse, de 10 % en 2011 à une grande partie de la diminution des sorties. Les « reprises d'emploi » (4 783, -10 %) sont en baisse comme les « entrées en stage » (1 688, -30 %). Pour tous les autres motifs, les flux sont en baisse : arrêt de recherche (1 575, +31 %), radiation administrative (1 165, +66 %), changement d'Agence Locale pour l'Emploi (ALE, +2 730 soit +6, %) et autres cas (3 313, +4 %).

Les offres baissent

Le nombre d'offres d'emploi recueillies par Pôle emploi (12 519) diminue de 8,4% après la hausse de 13,6% en 2010 (hors IDN). Les principaux contrats - CDD, CDI ou intérim et contrat aidé- sont en baisse respectivement de 2 % et 15 %. Les autres contrats (alternance, insertion par l'activité économique, etc.) ne représentent qu'une petite partie des offres, leurs évolutions sont contrastées : hausse de 55,7% pour l'alternance et baisse de 27 % pour les autres contrats.

Encart Îles-du-Nord

Fin 2011, 3 997 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A dans les Îles-du-Nord (dont 3 793 à Saint-Martin) soit une augmentation de 3,7% par rapport à fin 2010 (142 inscrits supplémentaires).

Les femmes représentent une part importante de la demande d'emploi (61,6%). La demande d'emploi de longue durée est par contre nettement moins fréquente dans les Îles-du-Nord qu'en Guadeloupe (34,7%). En revanche, les faibles niveaux de formation (niveaux Vbis et VI) sont très présents à Saint-Martin (43,9% soit 12 points de plus qu'en Guadeloupe) alors que ce n'est pas le cas à Saint-Barthélemy (17,2%). Toutes catégories confondues (ABCDE), la demande d'emploi s'élève à 4 583 fin 2011 (dont 4 315 à Saint-Martin) et augmente

Charly DARMALINGON
Roman JANIK
DIECCTE Guadeloupe

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).



La précarité s'accentue

En Guadeloupe, la mise en place du Revenu de Solidarité Active marque l'année dans un contexte de détérioration de la situation économique et sociale des familles. Les prestations liées à la solidarité (précarité et handicap) constituent la part la plus importante des versements (46 %). Elles progressent de 6 % en 2011.

Le nombre d'allocataires de la Caf de la Guadeloupe, s'élève à 110 700 au 31 décembre 2011, soit une légère augmentation de 0,7 % par rapport à 2010. Les personnes isolées (célibataires, divorcées, séparées) représentent 71 % des allocataires. Leur nombre progresse de 2 % par rapport à 2010 en particulier les hommes (+4 %). Il s'agit essentiellement de célibataires femmes (55 %) et de célibataires hommes (25 %). La moitié des allocataires isolées est composée de familles monoparentales, soit environ 40 000 familles. Le nombre de couples bénéficiaires est en baisse de 3 %, 90 % d'entre eux ont un ou plusieurs enfants à charge.

La précarité s'accroît

La CAF a versé 693 millions d'euros de prestations en 2011, pour son compte propre, mais aussi pour le compte de l'État et de certaines collectivités. Ce montant, en hausse constante depuis 2004, progresse de 3 % en 2011. Les prestations liées à la solidarité (précarité et handicap) constituent la part la plus importante des versements (46 %) en 2011. 33 % des dépenses de prestations concernent la famille et 21 % concernent le logement.

Signe d'une précarité accrue, les dépenses liées à la précarité aug-

mentent de 19 millions d'euros, de 6 % par rapport à 2010. Les dépenses de logement sont supérieures de 5,5 millions d'euros (soit + 3,7 %). En revanche, les dépenses relatives à la naissance régressent de 2,5 millions d'euros (soit -1,1 %). Cette baisse est à relier à la diminution du nombre des naissances, conséquence directe de la contraction lente et continue du nombre de femme en âge d'avoir des enfants (15- à 49 ans).

Mise en place du RSA

L'année 2011 marque l'arrivée du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'Outre Mer. Le RSA remplace le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation de parent isolé (API) et les mesures d'aide à la reprise d'un emploi liées à ces deux prestations, il vient également compléter les ressources des travailleurs n'atteignant pas un revenu minimum garanti. En outre, le nouveau dispositif RSA élargit le champ des bénéficiaires, une nouvelle population est concernée par cette prestation, il s'agit des travailleurs dits « pauvres » pouvant prétendre au RSA « activité seule ». Près de 42 900 foyers bénéficient du revenu de solidarité active au 31 décembre 2011 et 89 532 personnes sont couvertes par cette nouvelle prestation.

Une prestation fondamentalement nouvelle

Au 31 mars 2011, le RSA « activité seule » a été versé à 3 341 allocataires. Cette composante est la mesure phare du dispositif RSA, elle vise à compléter les revenus des travailleurs dits « pauvres » et leur garantir un revenu minimum. Ce volet du RSA est entièrement financé par l'État (le Fond National de Solidarité Active). Ils représentent 8 % des foyers bénéficiaires et 60 % de ces allocataires sont des femmes seules avec ou sans enfant à charge.



Par comparaison, au 31 décembre 2010, on comptabilisait environ 37 900 foyers allocataires du RMI ou de l'API.

Les bénéficiaires du RSA « socle » sont majoritairement des personnes isolées avec ou sans enfant(s) (92,5 %). En particulier, les familles monoparentales pour lesquelles le chef de famille est dans 91% des cas une femme restent la composante essentielle des bénéficiaires (45 %) du RSA en Guadeloupe.

Depuis le 1er janvier 2011, les dépenses relatives au revenu de solidarité active (RSA) s'élèvent à 210,4 millions d'euros.

Nathalie BÉHARY
CAF Guadeloupe

Les allocataires de la prestation liée à la naissance baissent de 4 %

Nombre d'allocataires bénéficiaires de prestations de la Caf de Guadeloupe

En nombre et %	Nombre		Évolution 2011/2010
	2010	2011	
Nombre d'allocataires	109 975	110 696	+0,07
Naissance jeune enfant			
Prestation d'accueil du jeune enfant	15 611	15 030	-3,7
Prime naissance ou adoption	341	336	-1,5
Allocation de base	14 958	14 334	-4,2
Complément Libre Choix d'Activité (y compris COLCA)	1 257	1 055	-16,1
Complément Mode de Garde	1 014	1 236	21,9
Prestations d'entretien			
Allocations familiales	63 817	62 767	-1,6
Complément familial	7 548	7 344	-2,7
Allocation de soutien familial	25 141	24 899	-1,0
Allocation de rentrée scolaire (noyau dur)	39 414	39 238	-0,4
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé	1 631	1 893	16,1
Allocation journalière de présence parentale	nc	nc	
Complément AJPP	nc	nc	
Logement			
Allocation de logement familiale	26 601	26 930	1,2
Allocation de logement social	15 909	16 694	4,9
Revenu garanti et compléments			
Allocation adultes handicapés	8 157	8 248	1,1
Complément AAH (ancien complément, MVA, GRPH)	646	648	0,3
Revenu de Solidarité (DOM)	3 056	2 806	-8,2

Source : CAF de Guadeloupe

Le RSA en trois composantes

Le revenu de solidarité active garantit à toute personne exerçant ou non une activité professionnelle, un revenu minimum. Le calcul du montant du droit prend en compte les ressources du foyer, la composition familiale et le nombre de personnes à charge.

La nature du droit au RSA dépend en fonction du niveau des revenus d'activité des foyers bénéficiaires, on distingue différents types de RSA selon ce critère :

- Le RSA « socle seul », versé aux foyers sans revenus d'activité.
 - Le RSA « socle et activité », versé aux foyers ayant des revenus d'activité faibles et dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire du RSA.
 - le nouveau dispositif RSA élargit le champ des bénéficiaires, une nouvelle population est concernée par cette prestation, il s'agit des travailleurs dits « pauvres » pouvant prétendre au RSA « activité seule ».
- Cette dernière composante du RSA concerne les foyers ayant de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire.



Deux fois moins de croissance qu'au niveau national

Au 1er janvier 2011, 402 000 personnes vivent en Guadeloupe. La croissance démographique est atone et deux fois moins élevée qu'au niveau national. La population guadeloupéenne est encore jeune mais son vieillissement est rapide. Le solde naturel se réduit sous l'effet conjugué de la baisse des naissances et de l'augmentation du nombre de décès.

Au 1er janvier 2011, la population de la Guadeloupe est estimée à 401 730 personnes. Par rapport au 1er janvier 1999, la région a gagné 15 000 habitants. La population augmente chaque année de 0,3%. Ce rythme est deux fois moins élevé que dans l'hexagone et le plus faible des Dom à égalité avec celui de la Martinique. Comme les années précédentes, la croissance démographique repose sur des naissances plus nombreuses que les décès. Dans le même temps, plus de départs que d'arrivées contribuent au ralentissement du rythme de la croissance. Par rapport aux années 90, la croissance démographique est trois fois moins forte. Cela s'explique à la fois par un solde naturel en recul mais aussi par un déficit migratoire qui se creuse.

Une population jeune mais vieillissante

La Guadeloupe apparaît comme une région jeune en comparaison avec la France métropolitaine : en 2010, 29,5% des Guadeloupéens ont moins de 20 ans alors qu'ils sont 24,5% dans l'hexagone.

En dépit de cette relative jeunesse, la population guadeloupéenne vieillit vite. Au cours des vingt dernières années, le nombre de jeunes a baissé de 14 000 et le nombre de 60 ans ou plus a augmenté de 37 000. La proportion des jeunes est en net recul au profit des personnes plus âgées. Près d'un Guadeloupéen sur cinq a 60 ans ou plus alors que c'était un Guadeloupéen sur dix il y a seulement 20 ans.

Toujours moins de naissances

En 2011, le nombre de naissances est estimé à 5 085. Il s'agira de la sixième année consécutive de baisse, avec un repli de 4,8% par rapport à l'année précédente. Ce niveau des naissances sera le plus bas atteint depuis une quinzaine d'années.

L'indicateur conjoncturel de fécondité de la Guadeloupe est l'un des plus élevés des régions françaises. Il est identique à l'année précédente, soit 2,2 enfants par femme en 2010. De plus, il est supérieur au niveau national (ICF = 2) mais inférieur à celui de La Réunion (2,4) et de la Guyane (3,5). C'est la tranche d'âge la plus jeune (15-24 ans) qui explique le différentiel de fé-

condité par rapport au national ; 100 femmes de 15 à 24 ans ont en moyenne 53 enfants en Guadeloupe et 32 au niveau national.

L'âge moyen des femmes à la maternité demeure inférieur au niveau national, il s'établit à 29,3 ans contre 29,9 ans. Même si la Guadeloupe se classe au septième rang des régions de ce point de

Près d'un Guadeloupéen sur cinq âgé de 60 ans ou plus

Évolution de la population totale par groupes d'âges en Guadeloupe

En nombre et %

	Population au 1er janvier					Structure				
	Moins de 20 ans	de 20 à 59 ans	de 60 à 74 ans	75 ans ou plus	Total	Moins de 20 ans	de 20 à 59 ans	de 60 à 74 ans	75 ans ou plus	
1990	132 209	180 336	28 247	11 052	351 844	37,6	51,3	8,0	3,1	
1995	128 425	193 928	31 759	13 755	367 867	34,9	52,7	8,6	3,7	
2000	126 197	206 460	37 307	18 081	388 045	32,5	53,2	9,6	4,7	
2005	124 155	211 171	41 740	22 112	399 178	31,1	52,9	10,5	5,5	
2010 (p)	118 564	206 429	51 294	25 497	401 784	29,5	51,4	12,8	6,3	

Source : Insee, estimations de population
(p) résultats provisoires à fin 2011



vue, l'âge à la maternité augmente et le niveau atteint aujourd'hui est l'un des plus élevés des dix dernières années.

Hausse des décès

En 2011, les décès domiciliés dans la région sont estimés à 3 123, soit 158 de plus qu'en 2010 (+5,3%). Il s'agirait de la quatrième année consécutive de hausse.

Le taux de mortalité infantile recule par rapport à l'an dernier et retrouve son niveau de 2008. La région enregistre 6,9 décès d'enfants de moins d'un an pour 1000 naissances

vivantes en 2010.

Un garçon né en 2009 a une espérance de vie à la naissance de 75,8 ans. Cette espérance de vie reste nettement inférieure à celle des femmes qui est de 83,1 ans dans la région. En Guadeloupe, l'espérance de vie à la naissance est inférieure au niveau national de 2 années pour les hommes et d'un an pour les femmes.

Moins de divorces

En 2010, 1 402 mariages ont été célébrés en Guadeloupe, soit une baisse de 2,6% par rapport à l'an-

née précédente. Dans le même temps, 183 Pacs ont été conclus. La progression du nombre de Pacs stagne en 2010 mais atteint son plus haut niveau depuis sa création.

Le nombre de divorces prononcés dans la région est en net recul par rapport à l'année précédente. Il atteint 688 en 2010, soit 30% de moins qu'en 2009.

Hugues HORATIUS-CLOVIS

Le solde naturel diminue

Évolution générale de la situation démographique en Guadeloupe

En nombre et ‰

	Population au 1 ^{er} janvier	Naissances	Décès	Solde naturel	Taux de natalité	Taux de mortalité
2000	388 045	6 664	2 505	4 159	17,1	6,4
2001	390 672	6 712	2 462	4 250	17,1	6,3
2002	393 024	6 110	2 639	3 471	15,5	6,7
2003	394 881	6 102	2 522	3 580	15,4	6,4
2004	396 992	6 339	2 551	3 788	15,9	6,4
2005	399 178	6 535	2 771	3 764	16,3	6,9
2006	400 736	6 228	2 763	3 465	15,5	6,9
2007	400 584	6 053	2 655	3 398	15,1	6,6
2008	401 784	5 758	2 786	2 972	14,3	6,9
2009	401 554	5 487	2 857	2 630	13,7*	7,1*
2010	401 784*	5 342	2 965	2 377	13,3*	7,4*
2011	401 730*	5 085*	3 123*	1 962*		

Source : Insee, estimations de population

(*) résultats provisoires à fin 2011

Définitions

Espérance de vie à la naissance : durée de vie moyenne d'une génération fictive qui connaîtrait tout au long de son existence les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

Indicateur conjoncturel de fécondité : somme des taux de fécondité par âge observés à une année donnée.

Cet indicateur donne le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge restaient inchangés.

Solde naturel ou excédent naturel : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au cours d'une période.

Solde migratoire : différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année.

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes sur une période à la population totale moyenne sur la même période

Taux de mortalité : rapport entre le nombre de décès sur une période à la population totale moyenne sur la même période.

Taux de mortalité infantile : rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des enfants nés vivants.

Taux de mortalité périnatale : rapport du nombre d'enfants sans vie et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et nés sans vie.

RÉDACTION

Directeur de la publication : Georges-Marie GRENIER

COMITÉ DE RÉDACTION

Rédactrice en chef : Élisabeth LAURET

Chef de projet : Ali Benhaddouche

Membres : Émilie Charles-Euphrosine, Gérard Forgeot,
Fabien Breuilh, Jean-Éric Place, Sylvia Urgen et N'ouara Yahou-Dauvier

MAQUETTE INSEE

Nadia LUCE

Typhenn RÉCULARD

DIRAG :

41, rue Bébien
97158 Pointe-à-Pitre
Cedex

Tél. 05.90.21.47.00

www.insee.fr/guadeloupe

S.R. GUADELOUPE :

Cité Guillard
34, chemin des Bougainvilliers
B.P. 96
97102 Basse-Terre
Cedex

Tél. 05.90.99.36.70

www.insee.fr/guadeloupe

S.R. MARTINIQUE :

Centre Delgrès
Les Hauts de Dillon
B.P. 641
97262 Fort-de-France
Cedex

Tél. 05.96.60.73.60

www.insee.fr/martinique

S.R. GUYANE :

Avenue Pasteur
B.P. 6017
97306 Cayenne Cedex

Tél. 05.94.29.73.02

www.insee.fr/guyane